



RAPPORT ANNUEL 2002

Lettre du Président	4-5
Message du Directeur Général	6-7
Les acteurs	9-18
• Conseil d'Administration	10-11
• Organigramme	12-13
• les actionnaires et la bourse	14-18
• Les ressources humaines	19-20
Chiffres clés du Groupe	21-25
Panorama 2002	26-33
Notre stratégie en 2002	34-36
Les activités	37-45
Les réseaux	46-50
Rapport financier	51-90
Rapport des commissaires aux comptes	91-96
Projets de résolution	97-99



LETTRE DU PRESIDENT



L'année 2002 a été riche en événements pour le groupe SONATEL: événements qui sont la traduction de la stratégie mise en œuvre avec succès pour préparer l'avenir de notre société.

Ainsi, les nombreux investissements réalisés en 2002 permettront d'assurer la croissance à moyen terme du chiffre d'affaire du groupe et de sa rentabilité

(câbles à fibre optique, système d'information commerciale, système de supervision, licence au Mali...).

Les résultats financiers de l'année 2002 sont très satisfaisants avec un chiffre d'affaire de 163 Milliards Fcfa en croissance de près de 10%, un résultat avant impôts, amortissements et charges financières (EBITDA) qui a cru de 14% et un résultat net (grevé par les pertes engendrées par le démarrage de notre filiale Malienne Ikatel) en baisse de 2% seulement.

Malgré cette légère baisse, et, prenant en compte le résultat positif qui sera apporté par Ikatel dès 2003, le Conseil d'Administration propose de maintenir une politique généreuse de distribution de dividendes aux actionnaires avec un dividende par action de 2965 Fcfa en augmentation de plus de 2% par rapport à celui de l'exercice 2001. L'année 2003, dernière année de monopole pour le service fixe, verra la continuation des efforts pour améliorer les services et ajuster les tarifs en vue de permettre à Sonatel de rester leader sur l'ensemble de ses marchés.



es résultats de l'année 2002 ont été supérieurs à nos attentes grâce à une augmentation plus forte que prévue des trafics des services fixes, mobiles et Internet.

S'agissant des services fixes de voix et de données, l'exécution de notre programme d'amélioration irréversible de la qualité de service a eu des effets positifs dès 2002. A ces effets, se sont rajoutés ceux de l'augmentation de capacités de nos réseaux national et international. Au total, le trafic acheminé par le réseau fixe a cru de 40% contre 27% prévu.

Sur le marché des mobiles, le nombre de nos clients a augmenté de 51% confortant ainsi notre position de leader avec 80% de part de marché.

En 2002, nous avons aussi consolidé notre position de plate-forme sous régionale grâce à la mise en service du 2^{ème} système de câbles sous-marin à fibre optique SAT3/WASC/SAFE.

Les importants investissements réalisés en 2002 ont également permis d'améliorer le service au client par le déploiement d'un nouveau système d'information commerciale et la poursuite de notre programme d'implantation de nouvelles Agences.

Enfin, la baisse des tarifs sur l'ensemble de nos services s'est également poursuivie et s'est enrichie d'offres forfaitaires sur le local, l'international et l'Internet.

Nos actionnaires ont constaté durant cette année que l'action Sonatel reste une valeur de référence dont la stabilité du cours s'avère être une performance dans un secteur ayant mondialement souffert en 2002.

Malgré un volume d'échange encore faible, le titre Sonatel reste le plus actif et représente la plus forte capitalisation boursière de la Bourse régionale.

MESSAGE DU DIRECTEUR GENERAL

e

n 2003, l'amélioration de la qualité de service de nos réseaux et de notre service après vente qui a été notre préoccupation majeure l'année dernière, reste le premier socle de notre stratégie de croissance rentable; le deuxième socle de cette stratégie étant notre expansion dans la sous-région qui en 2002 s'est traduite, grâce à l'appui de notre partenaire stratégique France Télécom, par l'acquisition d'une licence mobile et fixe au Mali.

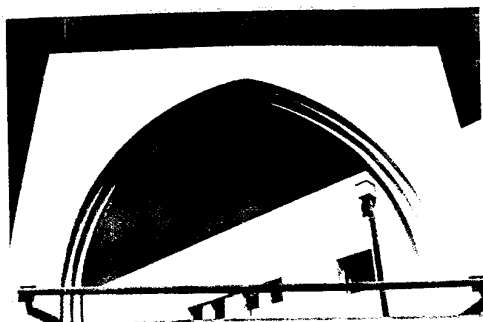


Cette opération unique dans la sous-région ne pourra être considérée comme exemplaire que si elle se traduit par un succès commercial et financier. La réussite des activités de notre filiale malienne Ikatel sera ainsi une priorité du groupe en 2003.

Nous devrions alors, après l'ouverture totale de nos marchés en 2004, et grâce à l'engagement de collaborateurs compétents, être en mesure de maintenir notre statut d'opérateur de référence dans la sous-région et de faire partie des entreprises qui changeront l'image des sociétés de services Africaines.

**Le Directeur Général
Cheikh Tidiane MBAYE**

Membres



M. Abdoul Aziz SOW

Présidence de la République

M. Mame Ndaraw CISSE

Administrateur indépendant

M. Roland DUBOIS

France Télécom

M. Mohamadou BOYE

Administrateur indépendant

Colonel Papa Momar NIANG

Ministère des Forces Armées

M. Bernard GRYNKO

France Télécom

M. Ibrahima KONTE

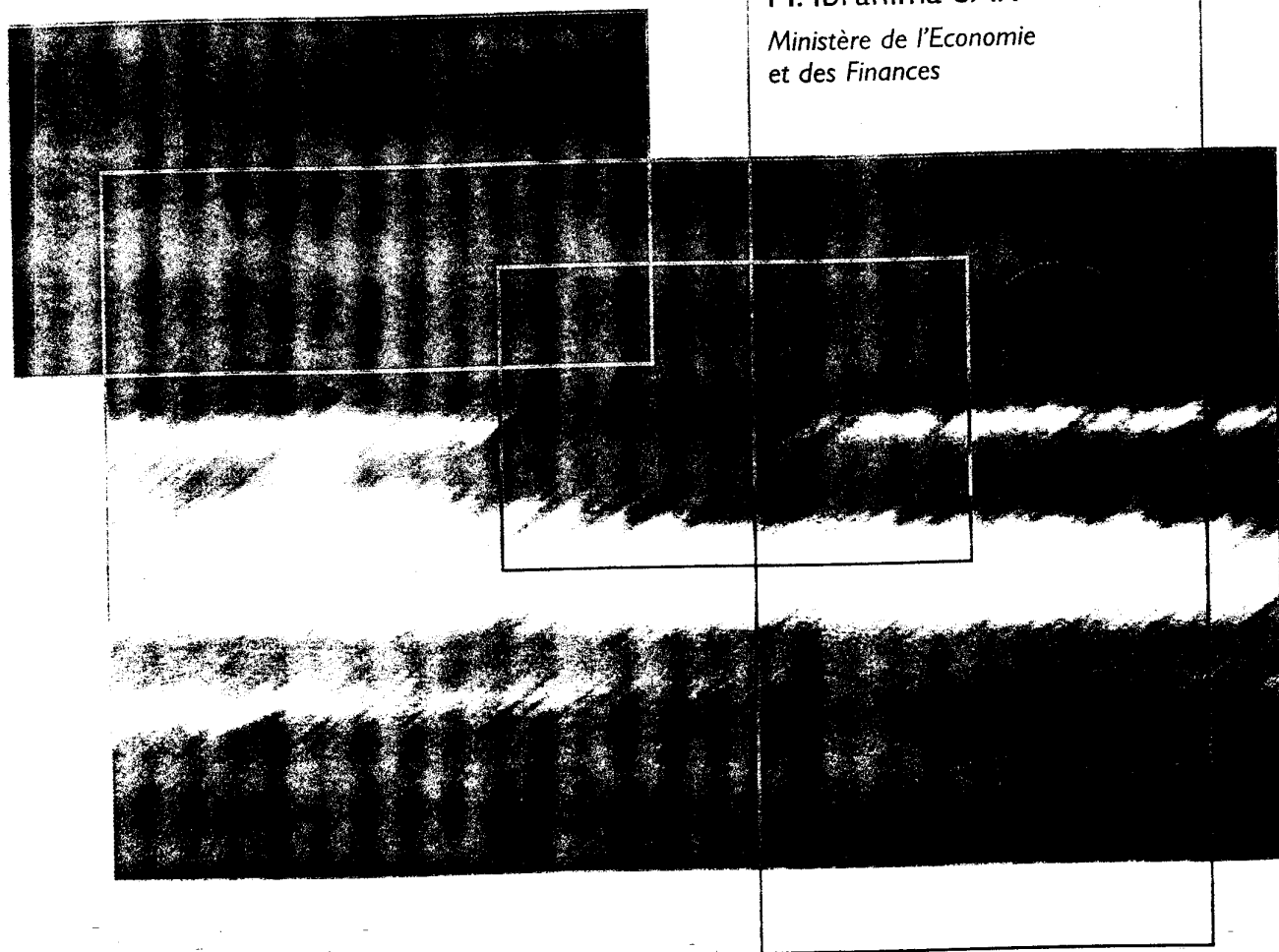
Représentant le personnel actionnaire

M. Silvano MONTI

France Télécom

M. Ibrahima SAR

*Ministère de l'Economie
et des Finances*



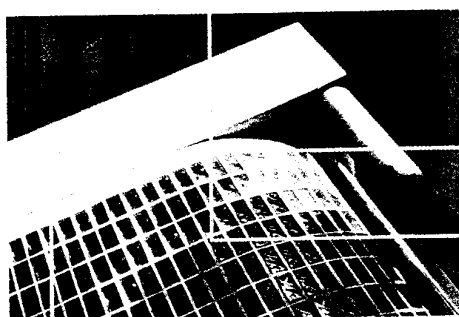
CONSEIL D'ADMINISTRATION



Président

M. Pierre GODINIAUX

France Télécom



Observateur

M. Mamadou Doudou DIOUF

Contrôleur financier

Présidence de la République

M. Cheikh Tidiane MBAYE
Directeur Général Sonatel



M. Michel SOUAL
*Directeur Général Adjoint
Sonatel*



M. Léon Charles CISS
*Directeur Général Adjoint
Sonatel Mobiles*



M. Samba SENE
*Directeur Général
Sonatel Multimédia*



M. Alioune NDIAYE
Directeur Général Ikatel

ORGANIGRAMME

Mme. Aissatou DIENG

*Directrice des Opérations
Internationales*



M. Abdoulaye Khassoum KEBE

*Directeur de l'Approvisionnement
et de la Logistique*



M. Michel GUILLOUX

Directeur des Réseaux



M. Ababacar Sadikh DIOP

Directeur Financier et Comptable

M. Macodou NDIAYE

*Directeur des Systèmes
d'Information*



M. Alassane DIENE

Directeur des Ressources Humaines



Mme. Thérèse TOUNKARA DIOUF

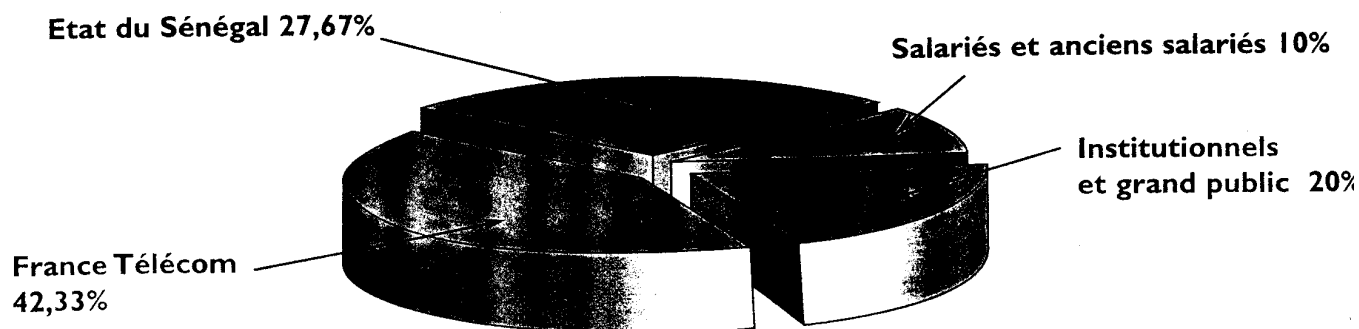
Directrice Commerciale

LES ACTIONNAIRES

LE GROUPE SONATEL

SONATEL S.A.

10 Millions d'Actions

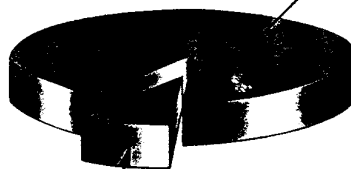


SONATEL Mobiles S.A.
9 Millions d'Actions



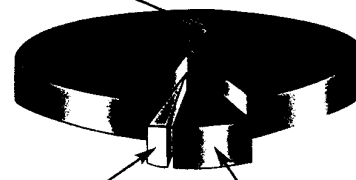
SONATEL 100%

SONATEL Multimédia S.A.
1 000 Actions



**FRANCE
CABLE RADIO**
17,34%

IKATEL S.A.
2,6 Millions d'Actions

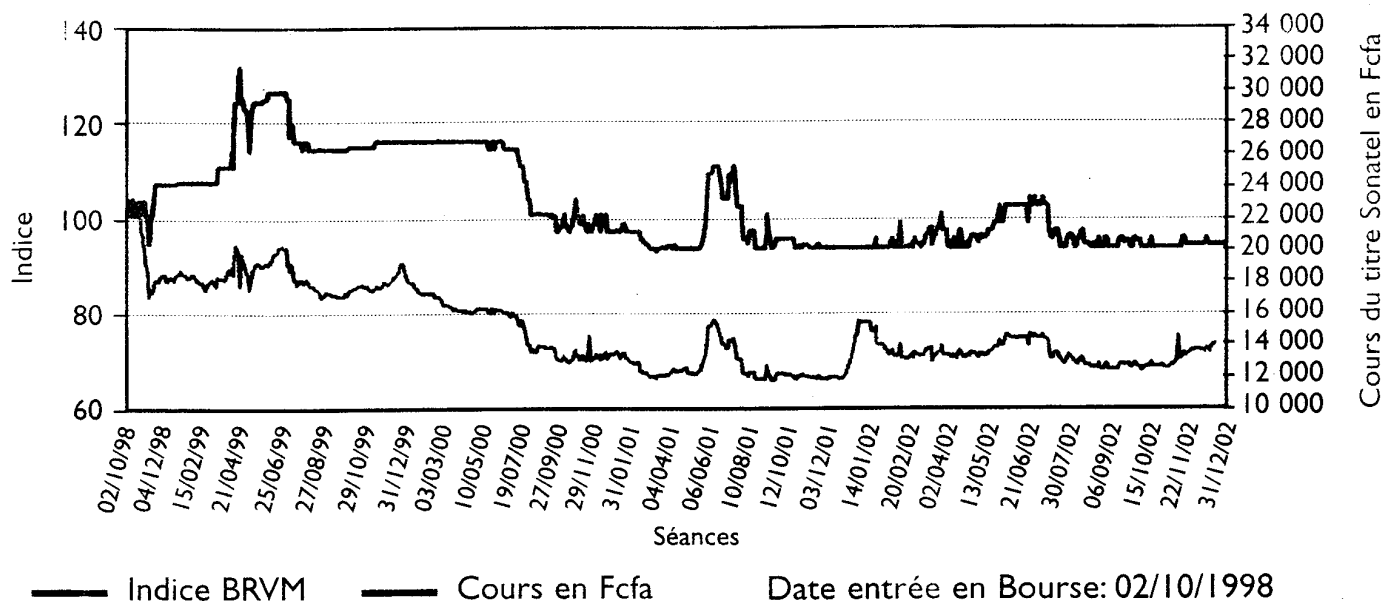


Partenaires Maliens
0,58%

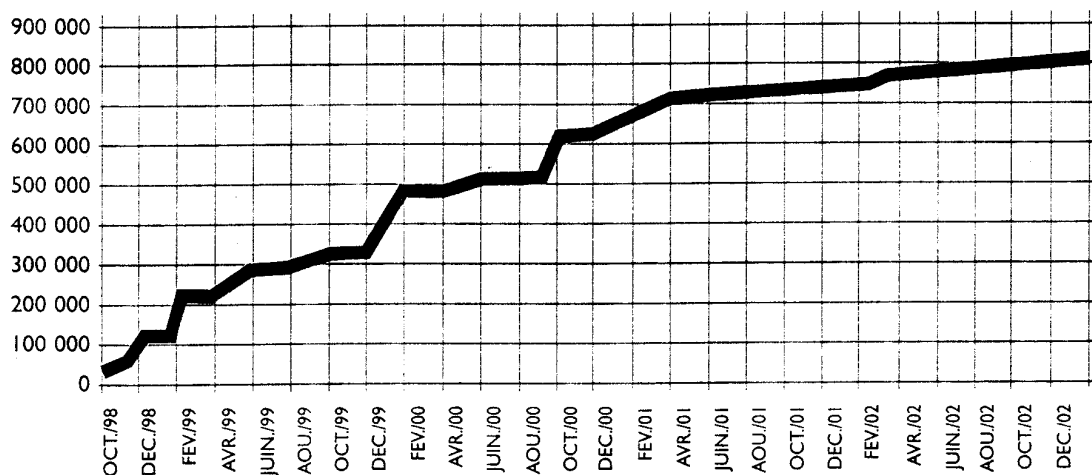
**Société AGORA
Holding SA 10%**

ET LA BOURSE

Evolution du cours de l'action Sonatel et de l'indice BRVM 10 (1998 - 2002)



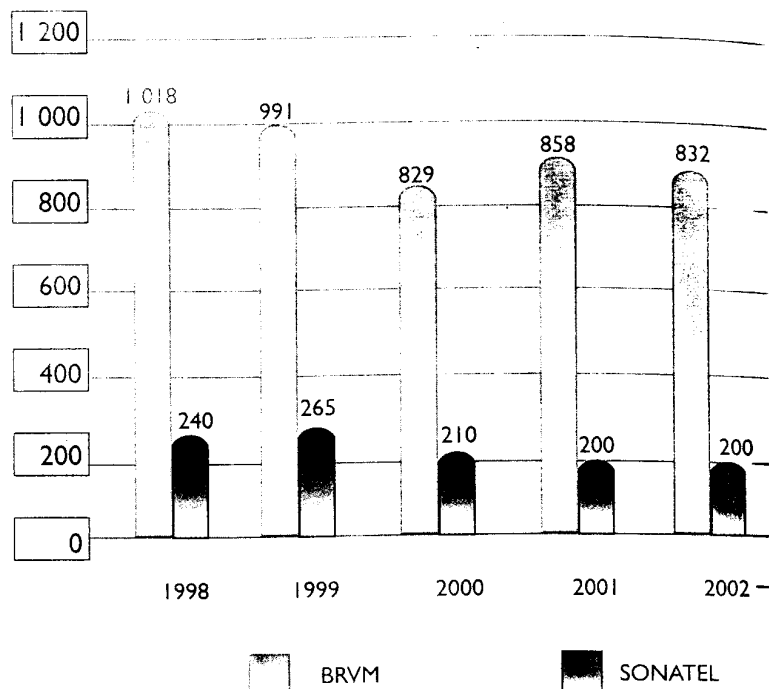
Evolution des titres échangés (1998-2002)



L'action Sonatel figure toujours en tête de liste parmi les cinq titres les plus actifs à la BRVM avec 88.315 titres transigés en 2002, soit une variation en valeur absolue de 37% par rapport à 2001. Au 31 décembre 2002, le cours de l'action Sonatel est resté stable à 20.000 Fcfa avec un cours moyen de 20.606 Fcfa et un maxima de 23.000 Fcfa.

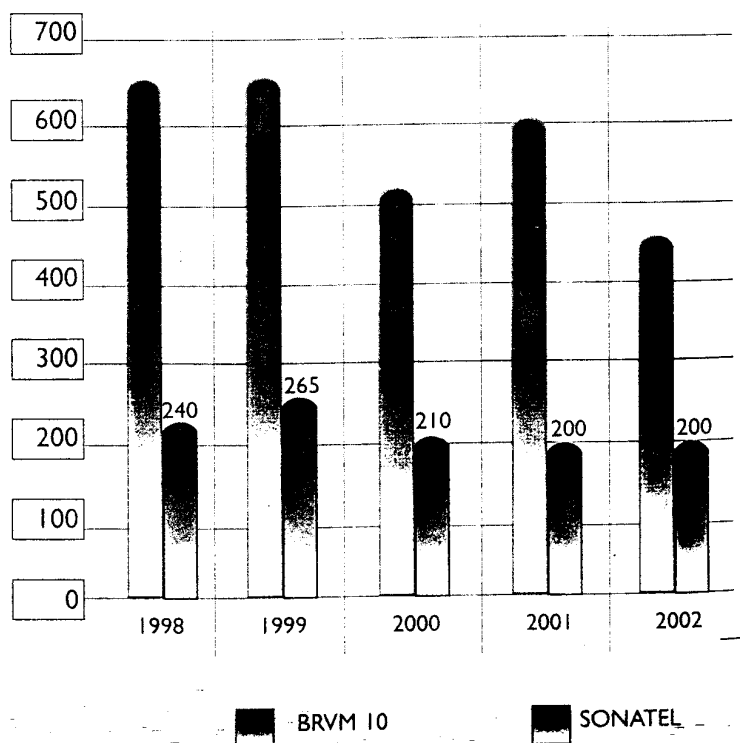
Capitalisation Boursière de la Sonatel par rapport à la BRVM

La Sonatel occupe une place importante dans la capitalisation du marché de la BRVM, soit plus de 24% de la capitalisation globale en 2002 et une variation de 4% par rapport à 2001.



Capitalisation Boursière de la Sonatel par rapport à la BRVM 10

La Sonatel occupe une place importante parmi le Top 10 de la capitalisation du marché de la BRVM, soit plus de 43% de la capitalisation BRVM 10 en 2002 et une variation de 30% par rapport à 2001.



ERRATUM

PAGE 17 : TABLEAU DE BORD DE
L'ACTIONNAIRE

AU LIEU DE : BENEFICE NET PAR
ACTION EN 2001: 4532

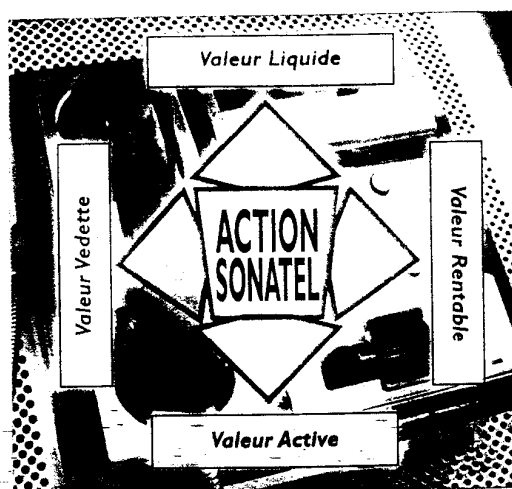
LIRE : BENEFICE NET PAR ACTION
EN 2001: 4745

L'action Sonatel, une valeur rentable

Tableau de bord de l'actionnaire

	1998	1999	2000	2001	2002
Cours de l'action Sonatel • plus haut	24 000	31 000	26 600	25 010	23 000
• plus bas	20 350	24 000	21 000	19 800	20 000
Bénéfice net par action	3624	4078	4252	4532	4649
Dividende net par action	2340	2560,5	2610	2610	2668,5
Volume mensuel des titres Sonatel transigés (en moyenne)	43 615	20 703	24 746	5 388	7 360
Volume mensuel des titres transigés à la BRVM (en moyenne)			78 342	31 109	57 448
Pourcentage titres transigés SNTvs BRVM			32%	17%	13%
Cours • Cours Sonatel à fin déc. • Cours Moyen Annuel	24 000 22 976	26 500 26 456	21 000 24 453	20 000 20 848	20 000 20 600
Indice • BRVM 10 • BRVM composite	94,61 98,05	97,08 91,34	77,27 74,76	84,11 77,46	82,36 74,34

L'action Sonatel: une valeur de référence





BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU SENEGAL

1, PLACE DE L'INDEPENDANCE, BP. 22500 Dakar Ponty Tél: (221) 82115 18 . Fax: (221) 82115 06 SI: WWW.brvm

	1998 Retraité (1)	1999	2000	2001	2002
Retour sur Capitaux Engagés (%) ROCE = $\frac{\text{Résult. d'exploit. après Impôt théorique}}{\text{Actif Immobilisé} + \text{BFR}}$	20,88	19,37	16,79	16,82	16,56
Rentabilité des Capitaux Propres (%) (résultat net/capitaux propres avant distrib. dividende)	24,07	23,56	22,80	23,3	22,08
Price Earning Ratio	6,3	6,5	4,94	4,21	4,30
Valeur Economique Ajoutée (EVA) (2) (en Milliards de francs cfa)	10,8	10,5	11,1	6,03	9,72
(en % des capitaux engagés)	(7,3)	(6,2)	(5,25)	(2,50)	(3,56)

- En 2002, le Price Earning Ratio (cours de l'action par rapport au bénéfice par action) est de 4,30 soit une hausse de 2,13% par rapport à 2001.
- Maintien d'une bonne rentabilité grâce à une forte capacité bénéficiaire.
- une création de valeur assurée par une rentabilité des capitaux propres moyenne de plus de 22,08% sur la période.
- pour un coût des capitaux propres supposé égal à 13%, la Valeur Economique Ajoutée (EVA) est de 9,72 Milliards de fcfa en 2002, soit 3,56% des capitaux engagés.

NB: (1) Retraitements de consolidation

$$(2) \text{ EVA (\%)} = \frac{\text{EVA}}{\text{CE}} = \frac{\text{RE (1-t)} - \text{KCE}}{\text{CE}}$$

CE = Capitaux Engagés = Actif Immobilisé + Besoin en Fonds de Roulement

(BFR)

K = Coût moyen pondéré du Capital

t = taux d'imposition sur le bénéfice

RE = Résultat d'Exploitation

Les Ressources Humaines

Renforcement de la dynamique collective

Durant l'année 2002, les actions de renforcement de la dynamique collective se sont poursuivies à travers la mise en œuvre du Projet Conduite du Changement, le développement des ressources humaines, la formation des collaborateurs et l'amélioration des acquis sociaux.

Concernant le Projet Conduite du Changement, dont le principal objectif est de transformer les modes de fonctionnement de l'encadrement intermédiaire, dans la perspective d'une ouverture totale des marchés, les actions se sont poursuivies avec le démarrage d'un important dispositif d'apprentissage dénommé les "Cercles du changement". Ils ont été organisés le 19 décembre 2002 avec la tenue de deux Sessions au profit des Chefs de département.

Ces cercles articulés en sessions pour la population des managers du Groupe Sonatel (les chefs de départements et les chefs de service, de zones, de centres), permettront de redéfinir de manière participative leurs rôles et responsabilités. Ces cercles devraient constituer un cadre formel pour impulser l'apprentissage en continu au travers des échanges entre acteurs confrontés à la même problématique.

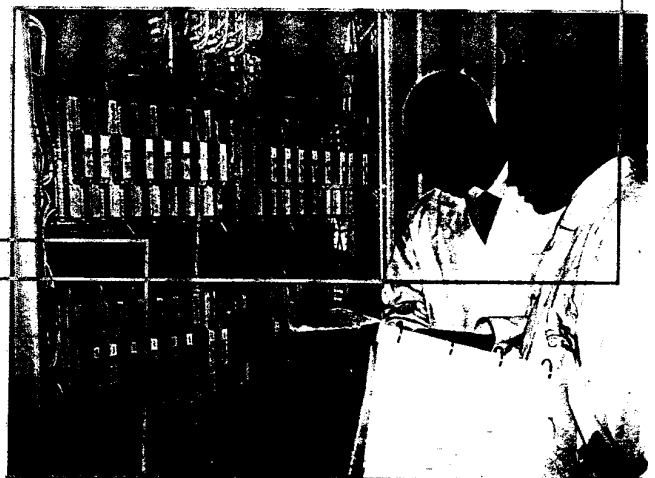
Le développement des ressources humaines, cheval de bataille du Groupe, a également induit des investissements appréciables, en terme de recrutement où les meilleurs profils sont recherchés (niveau d'études élevé, bonne formation).

Au 31 décembre 2002, l'effectif du groupe est de 1586 agents permanents.

L'évolution des besoins en ressources humaines a été évaluée dans le cadre de la Gestion Prévisionnelle des Compétences (GPEC).

En matière de Formation, des ressources appréciables sont allouées tous les ans, pour permettre au personnel d'accéder aux meilleures formations, tant au niveau local qu'à l'international. Des séminaires sont organisés en interne et animés par le personnel lui-même, relatifs à la qualité, à Gaïa (le progiciel du nouveau système d'information) et à des modules techniques notamment.

C'est ainsi qu'une enveloppe de plus de cinq cents millions de francs Fcfa (500 000 000 Fcfa) a été consacrée à la formation pour douze mille six cent soixante-six (12 666) journées-élèves.





Les formations locales sont essentiellement organisées en partenariat avec l'ESMT (l'école supérieure multinationale des télécommunications).

Des subventions étant également accordées aux membres du personnel désireux de poursuivre des études à titre individuel; les formations individuelles ont constitué un global de 3780 journées-élèves. Parallèlement aux formations, la Direction des Ressources Humaines s'est engagée à promouvoir la mobilité professionnelle à travers des redéploiements.



En 2002, la Sonatel a compté plusieurs titulaires de mastères et de diplômés techniciens supérieurs. En formations initiales (formations excédant six mois), 2080 journées- élèves ont été engagées. Les formations continues (réseau d'accès, réseau informatique, management, techniques de télécoms) ont compris 6806 journées-élèves.

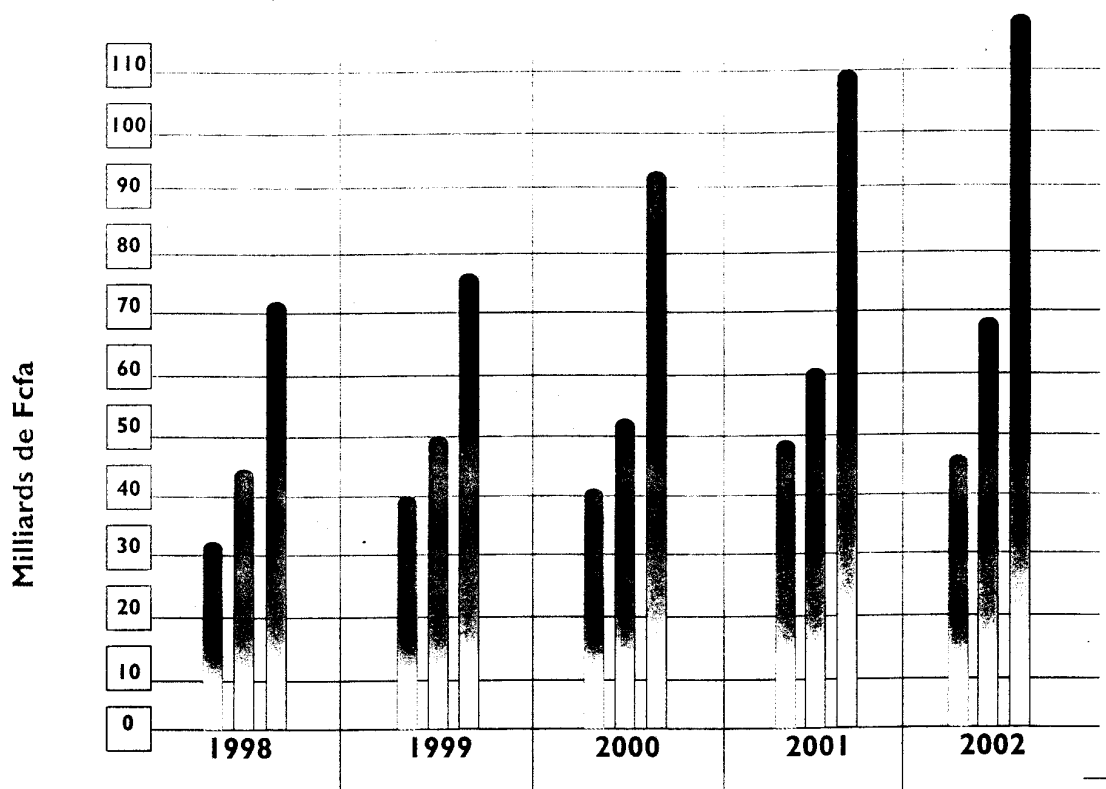
Cette démarche s'accompagne d'une politique intense de communication interne, par une diffusion systématique dans tous les supports de communication de l'entreprise. En outre sur le Plan Social, le fonds commun de placement retraite a été revalorisé avec des taux d'abondement encore plus intéressants.

CHIFFRES CLES DU GROUPE

RESULTATS: résultat net

46,48

Milliards de Fcfa



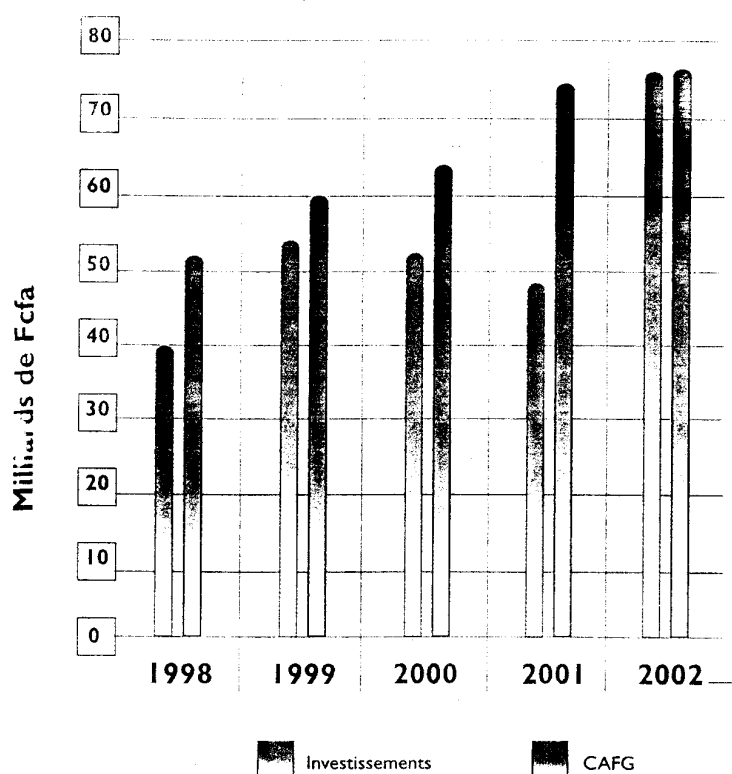
■ résultat net

■ résultat d'exploitation

■ valeur ajoutée

- Le résultat d'exploitation (69,46 Milliards de Fcfa) est en croissance de 11,3% en 2002 et représente 42% du chiffre d'affaires; cette croissance est essentiellement tirée par l'activité des mobiles.
- Le bénéfice net après impôts (46,48 Milliards de Fcfa) baisse de 2% en 2002 et représente 28,5% du chiffre d'affaires. Hors charges liées au démarrage de la nouvelle filiale, ce bénéfice augmenterait de 1,8%.
- Le bénéfice net par action est de 4 648 Fcfa soit 23,24% du cours de l'action au 31/12/2002.
- Le Price Earning Ratio (PER = cours de l'action/bénéfice net par action) est de 4,30 en 2002.
- Le taux de retour sur capitaux engagés (ROCE) est de 16,56%.
- Pour un coût des capitaux propres supposé égal à 13%, la Valeur Economique Ajoutée (EVA) est de 3,56% des capitaux engagés soit 9,72 Milliards de Fcfa.

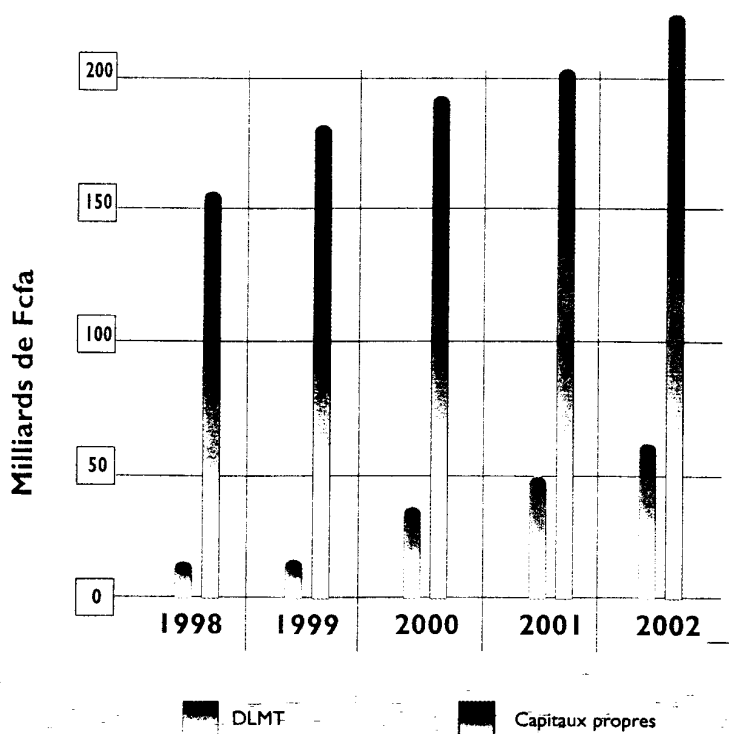
INVESTISSEMENTS: **75,7** Milliards de Fcfa



INVESTISSEMENTS ET CAFG

- Les dépenses d'investissements ont atteint 75,7 Milliards de Fcfa (dont 30 Milliards de Fcfa de licence IKATEL).
- 98,6% de la Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG) de 76,7 Milliards de Fcfa couvre la totalité des dépenses d'investissements en 2002.
- Les flux de trésorerie affectés au remboursement du principal de la dette se chiffrent à 8,5 Milliards de Fcfa, (dont le remboursement du prêt lié à l'opération IKATEL).

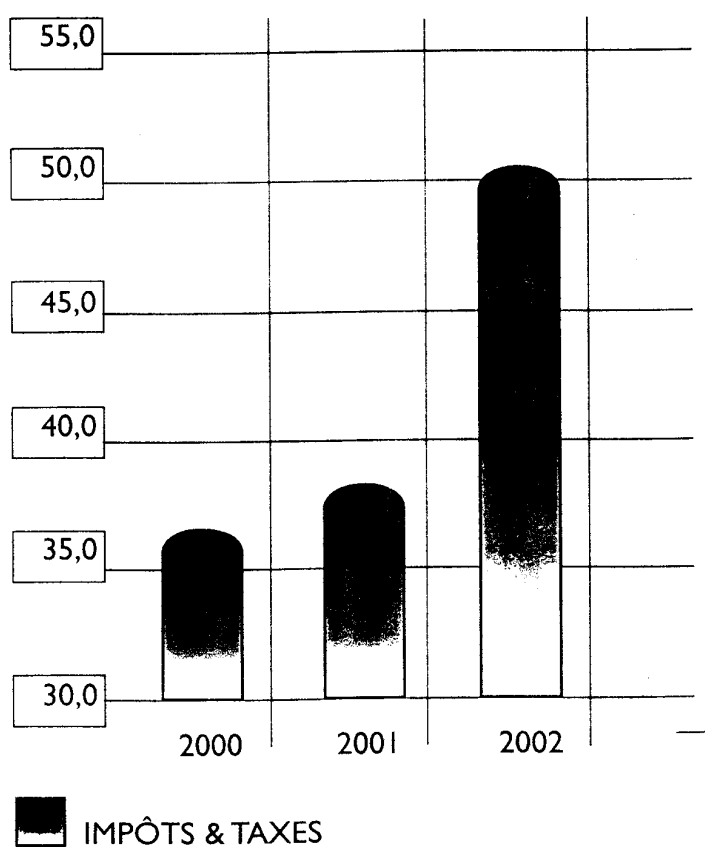
STRUCTURE FINANCIERE



- Les capitaux propres augmentent de manière régulière durant la période et se chiffrent en 2002 à 225 Milliards de Fcfa (avant affectation du résultat).
- Malgré la politique de distribution de dividende attractive depuis 5 ans et le maintien d'un niveau d'investissement compatible avec les objectifs de développement du réseau et de croissance interne, la structure financière reste satisfaisante en 2002.
- Les dettes à LMT (hors dette envers l'Etat de 2 186 Millions de Fcfa destinée à financer les actions des salariés) s'élèvent à 62,69 Milliards de Fcfa et représentent 27,86% des capitaux propres (avant affectation du résultat 2002).

CHIFFRES CLES DU GROUPE

CONTRIBUTION DIRECTE DU GROUPE SONATEL AUX RECETTES PUBLIQUES



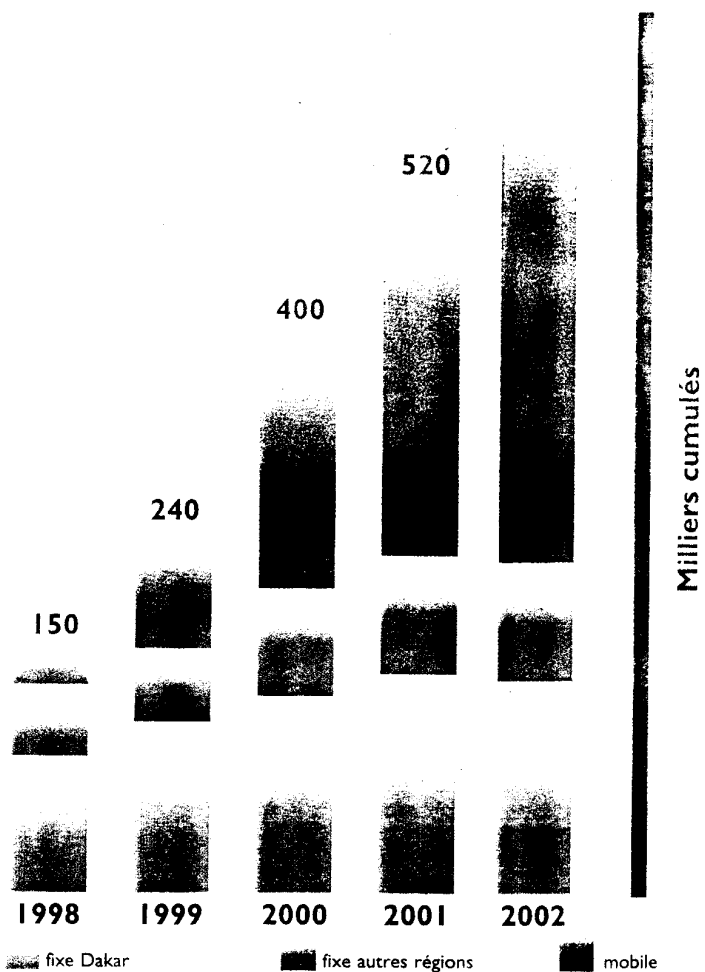
Le groupe Sonatel est un acteur important dans le processus de création de la richesse nationale

Les activités du groupe (hors Ikatel) ont généré 51 milliards de recettes publiques directes (Impôts et taxes) en 2002.

Cette contribution directe a augmenté de 26% en 2002.

PARC DE LIGNES:

- Le parc de LP téléphoniques fixes a baissé de -1,6% en 2002, passant à 224 623 suite au nettoyage de la base commerciale.
- Le nombre d'abonnements au Réseau mobile GSM "Alizé" est en croissance de 51%, passant à 455 645 au 31/12/02 soit environ 80% du marché du mobile.
- Les abonnés "prepaid" représentent 95% du parc mobile au 31/12/02.
- Le parc "fixe + mobile" a cru de 28,3% en 2002.

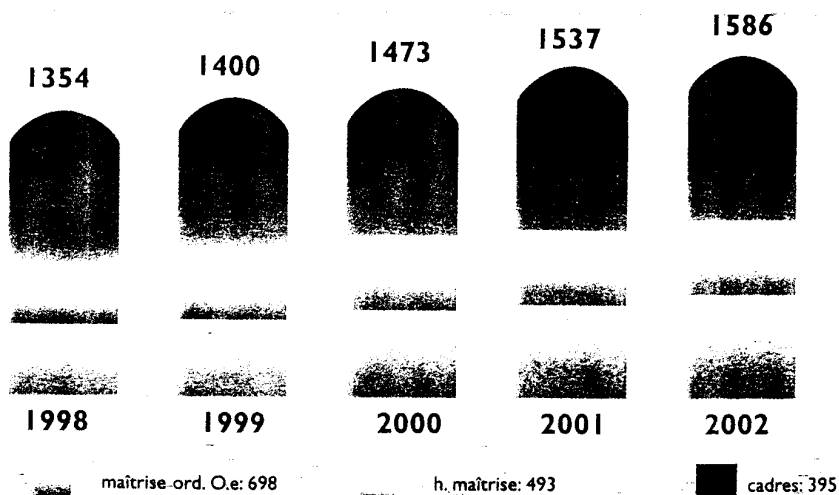


EFFECTIFS:

1586

Permanents au 31/12/2002

Compte tenu de la croissance de 28% du parc "fixe + Mobile" la productivité se situe à 428 lignes par agent en 2002.



Assistance aux Sinistrés du Nord

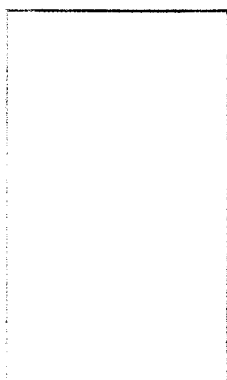
La Sonatel a affirmé sa solidarité aux sinistrés de la région de Louga et Saint-Louis, victimes des intempéries du mois de janvier 2002. En effet, le Groupe Sonatel a offert 100 millions de Fcfa pour appuyer le gouvernement sénégalais dans ses actions envers les sinistrés.



Lancement de la Fondation Sonatel

La Fondation Sonatel, créée le 28 janvier 2002 et lancée officiellement le mercredi 22 mai 2002, dans le cadre de la 5^{ème} édition de la Biennale de l'Art Africain Contemporain (DAK'ART 2002), participe de la politique de mécénat définie par la Sonatel.

Trois axes principaux sont identifiés par le Conseil de la Fondation. Il s'agit de l'Education, de la Culture et de la Santé. La Fondation Sonatel, depuis sa création, a apporté son concours à de nombreux projets, visant la valorisation des efforts de développement humain cadrant bien avec les objectifs de mécénat de la SONATEL.



Salon professionnel du Mobile



Sonatel Mobiles, a organisé du 14 au 16 mars 2002 à l'hôtel Sofitel Téranga, un salon réservé à ses partenaires.

Cette manifestation a été initiée à l'occasion de la réunion des filiales Afrique de France Télécom, ouverte le même jour dans le même cadre du Téranga.

Ce "Salon du Mobile" fut un point de convergence des différents acteurs du secteur des télécommunications.



Nouvelles mesures tarifaires

La Sonatel a, une fois encore, fait profiter ses clients de ses gains de productivité.

En effet, elle a procédé à de nouvelles baisses de ses tarifs de communication sur le fixe, le mobile et l'Internet, depuis le 1^{er} mai 2002. Les baisses de tarifs proposées cette année concernent les communications locales, nationales, internationales, ainsi que des liaisons louées Internet et Internationales. Elles se sont accompagnées de nouvelles offres tarifaires, pour offrir à chaque catégorie de clientèle des formules adaptées à ses besoins.

Ces mesures entrent dans le cadre de la politique de la Sonatel, de rendre ainsi le téléphone plus accessible aux ménages, à contribuer à améliorer la compétitivité des entreprises et à participer au développement économique du Sénégal.

Déploiement du nouveau Système d'Information Commerciale (SICO)

En droite ligne avec la nouvelle politique d'information commerciale, le déploiement de l'outil "GAIA" à Dakar et dans les régions, depuis le 28 janvier 2002, est en phase avec l'objectif d'un système d'information unique et intégré, permettant une meilleure connaissance du client et sa prise en charge personnalisée.

Foire Internationale de Dakar

La Sonatel a participé, à la FIDAK qui s'est tenue du 10 au 22 décembre 2002.

Ce cadre d'échanges a été l'occasion pour la Sonatel de présenter les services offerts par toutes les entités du Groupe et de nouer des contacts avec de nouveaux partenaires.

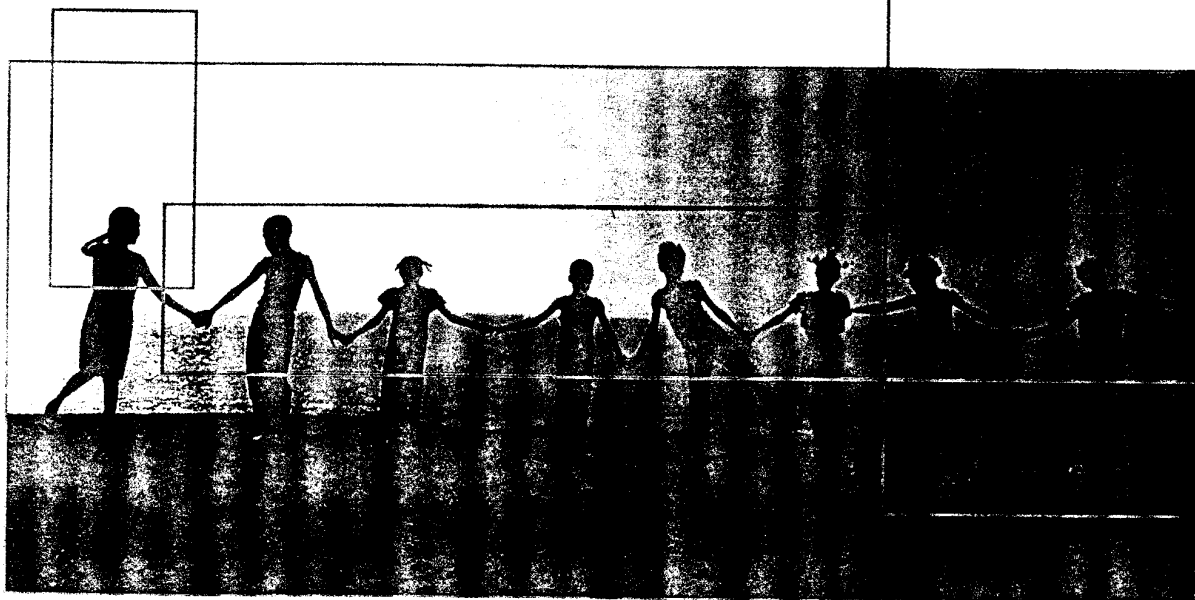
Acquisition d'une licence d'opérateur de Télécoms au Mali

ikatel
Nous rapproche

La Sonatel a acquis en 2002 une licence d'établissement et d'exploitation de réseaux et services de télécommunications fixe, mobile, international, Internet et données attribuée le 1er août 2002 par le gouvernement du Mali, suite à un appel d'offres international.

La filiale dénommée Ikatel, société anonyme de droit malien dont le siège est à Bamako, a été créée pour exploiter cette licence.

Baisse de 20% des tarifs Alizé vers l'international



La Sonatel Mobiles, comme chaque année, a procédé à une baisse de ses tarifs vers l'international, en heures pleines, à partir du samedi 1er juin 2002. Ainsi elle poursuit sa politique de baisse des prix et accompagne ses clients dans la maîtrise de leurs budgets de communications.

Journée mondiale des télécoms

Le thème de la journée mondiale des télécoms qui s'est déroulée le 17 mai 2002 a été: *"les technologies de l'information et de la communication pour tous; donner à chacun le moyen de franchir le fossé du numérique"*. Comme à l'accoutumée, la Sonatel a organisé de nombreuses actions telles que les journées portes ouvertes, l'initiation à Internet et ses services, informations sur les produits et services offerts par la Sonatel, conférences débats, etc.



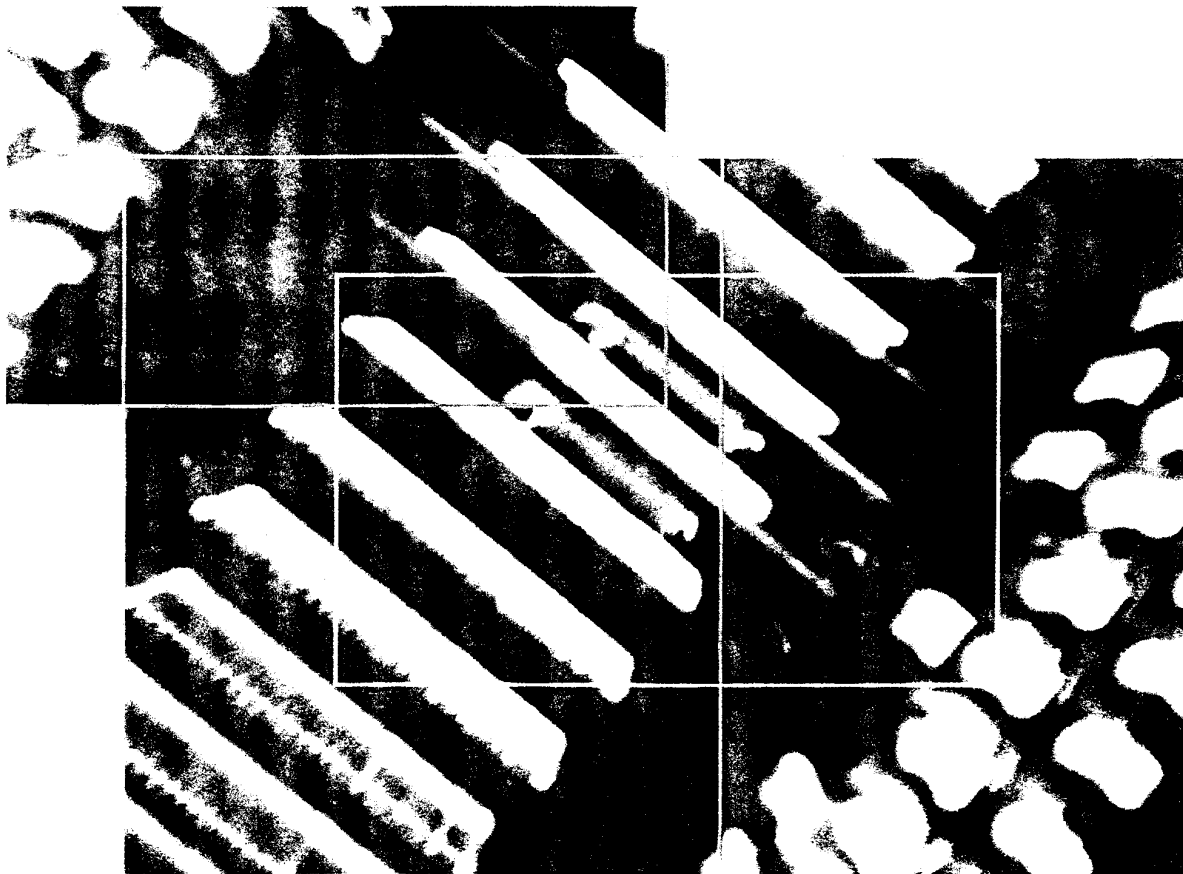
Assemblée Générale des Actionnaires de la Sonatel

L'Assemblée générale des Actionnaires de la Sonatel s'est tenue le mercredi 26 juin 2002, à l'hôtel Méridien Président. Après approbation des résultats par le Conseil d'Administration, les actionnaires également, ont approuvé tous les projets de résolution.



Augmentation de la bande passante Internet

L'extension de la capacité bande passante Internet à 90 mégabits, à compter du 7 juin 2002, confirme la volonté de la Sonatel d'offrir toujours le meilleur à ses clients: le confort dans l'utilisation de l'Internet en est nettement amélioré.



L'élargissement de cette bande, qui était déjà la plus importante de l'Afrique de l'Ouest, consolide la position de la Sonatel de plate-forme (hub) pour le trafic sous-régional et international et permettra d'offrir aux utilisateurs des services Internet qui le souhaitent, une rapidité accrue pour le téléchargement d'informations, la navigation, l'envoi et la réception de mails.



La démarche entreprise pour permettre à la Sonatel d'offrir une qualité de service globale conforme aux standards internationaux a consisté d'abord à identifier les obstacles et ensuite à mettre en place un plan d'actions permettant de les surmonter à travers un programme dénommé "Crash-Program Réseau".

Quatre groupes ont été formés au sein du projet "Qualité de service"- "liaisons louées"- "liaisons spécialisées analogiques"- "qualité d'écoulement du trafic et gestion de la signalisation" et "liaisons spécialisées et services numériques d'entreprise".

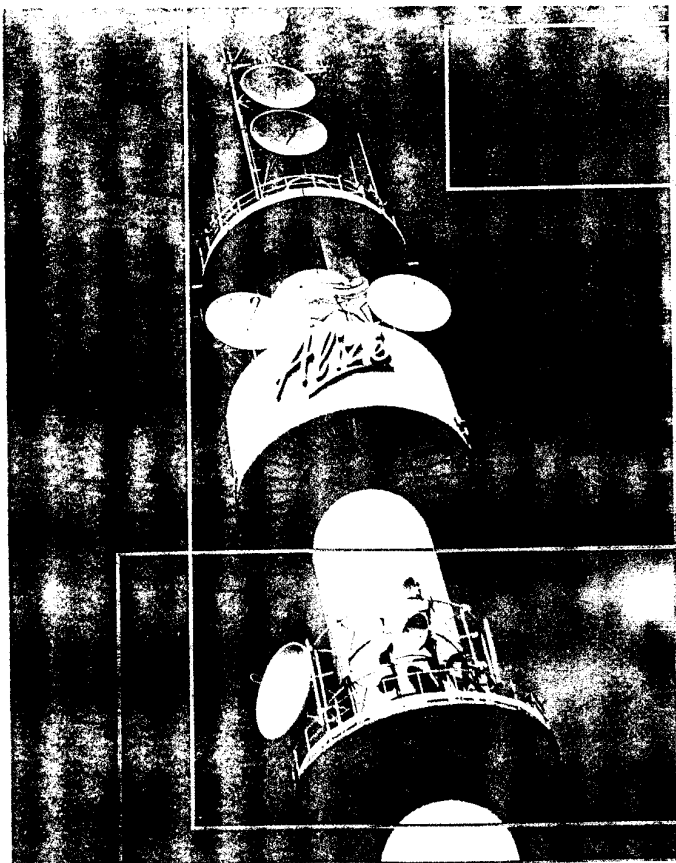
Le groupe "liaisons louées" a planché sur les délais de commande-livraison et du Service après vente. Le travail fourni depuis la mise en place du projet a permis de réduire considérablement les délais de commande-livraison ainsi que les délais de relèvement de dérangement pour ce qui est du service après-vente.

La compétence des collaborateurs étant au cœur de la qualité de service, la Sonatel s'est attelée à la formation des agents et à les équiper en appareils de mesure performants. Un point école a été créé, à cet effet, au courant de l'année 2002 en plus de recrutements de techniciens supérieurs communément appelés "DTS".

L'amélioration des taux de signalisation et des vitesses de relèvement de dérangement des liaisons spécialisées et services numériques aux entreprises dits "LSN" a également été une préoccupation majeure.

Ainsi, des garanties de temps d'intervention et de relèvement ont été mises en place pour les clients qui le souhaitent.

Côté service après-vente, le 800 20 02, un numéro gratuit qui fonctionne sept jours sur sept et vingt quatre heures sur vingt-quatre a été mis à la disposition des clients pour leur permettre de signaler un problème. Un dispositif de supervision mis en place par la Sonatel permet aujourd'hui d'inverser le schéma de la signalisation: suivi de la liaison spécialisée du client jusqu'à l'entrée de son entreprise, intervention en cas de dysfonctionnement lorsque les équipements de la Sonatel sont en cause, avant même que le client ne le ressente et appel pour l'avertir lorsque ce sont les installations du client qui sont en cause.



Nos pôles de croissance

Le développement des usages et l'acquisition d'une licence d'exploitation ont constitué les deux grands pôles de croissance en 2002.

En interne les pôles de croissance sont constitués par le développement des usages, à travers la mise en place de nouveaux produits et services à valeur ajoutée permettant aux clients d'exploiter toutes les potentialités que leur offre leur ligne téléphonique. Il s'agit pour le grand public des forfaits leur permettant de disposer d'offres adaptées à leurs besoins de communication, de l'ensemble des services de la gamme confort (Eko, appels en instance, renvois d'appels, rappel du dernier appelant (RDA) et des terminaux haut de gamme.

Les entreprises aussi bénéficient d'offres de produits et service leur permettant de communiquer en situation de mobilité, d'améliorer leur accueil téléphonique, de répondre à leurs besoins de sécurité.

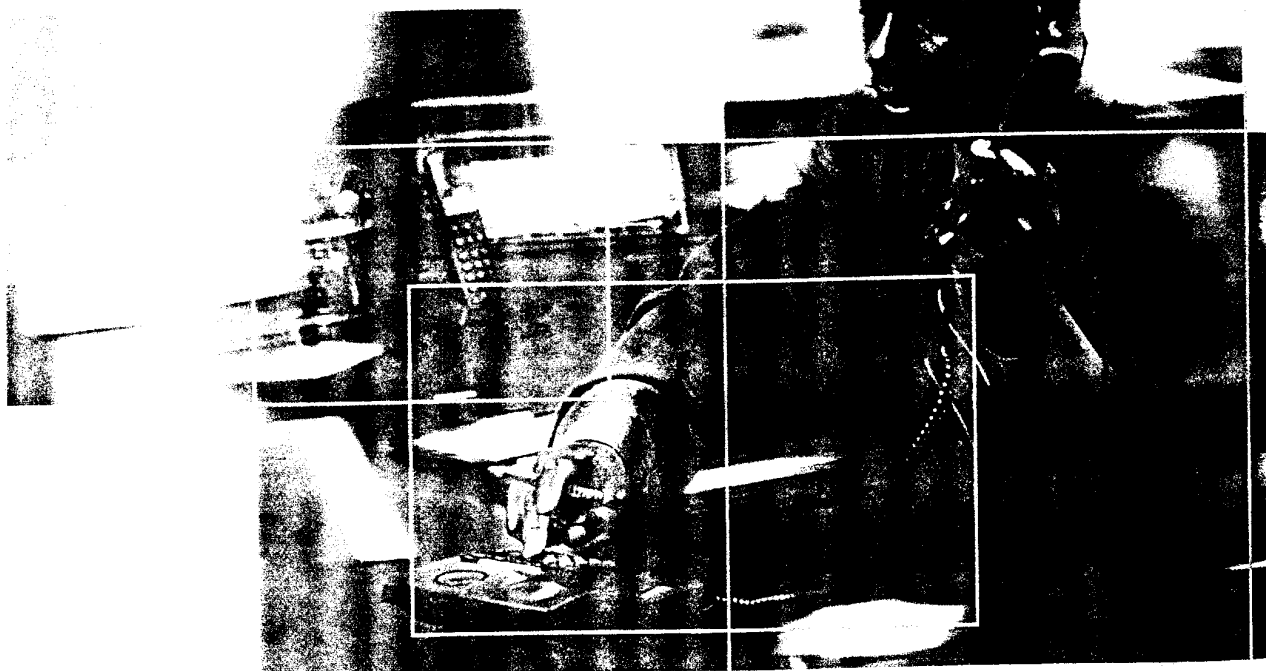
Sur le plan externe, la Sonatel, appuyée par son partenaire stratégique, France Télécom, a acquis une licence d'opérateurs télécoms au Mali couvrant le mobile, le fixe, l'international, l'Internet et les services aux entreprises pour un coût de 44 millions de dollars US.

La Société anonyme de droit malien mise sur pied pour l'exploiter, "IKATEL SA", a été créée en 2002. Le réseau de Ikatel, construit avec des équipements de haute technologie, est dimensionné pour accueillir plus de 100 000 abonnés dès son démarrage et pour offrir une excellente qualité de service.



Baïsses des tarifs et innovations

En 2002, la Sonatel a mis en œuvre une politique volontaire de partage de bénéfices avec ses clients. Cette politique a permis de réaliser des baïsses significatives de nos tarifs et de nouvelles offres encore plus adaptées aux besoins de nos clients.



Les offres "taillées sur mesure" pour le grand public et les professionnels: forfait sunugal pour les particuliers (-40% sur les communications locales et interurbaines); forfait sunugal affaires pour les professionnels (-40% sur les communications locales et interurbaines); forfait Internet 30 heures (-50% sur l'heure de connexion); forfait internet 50 heures (-60% sur l'heure de connexion); avantage international (-25% sur 3 numéros internationaux favoris); avantage partenaire pour les professionnels (-30% pour chaque appel vers 3 numéros de partenaires étrangers de votre choix); baisse de 12% sur le prix de la minute internationale hors Afrique.

L'amélioration de la disponibilité de l'offre avec la réalisation du projet "Extension 2001" a constitué aussi un des axes forts de la politique de la Sonatel en 2002. Dans le cadre de ce projet, des sites de Mbour, Tambacounda, Ziguinchor, St Louis, Dakar ont fait l'objet d'extension pour un coût d'environ 10 milliards Fcfa.

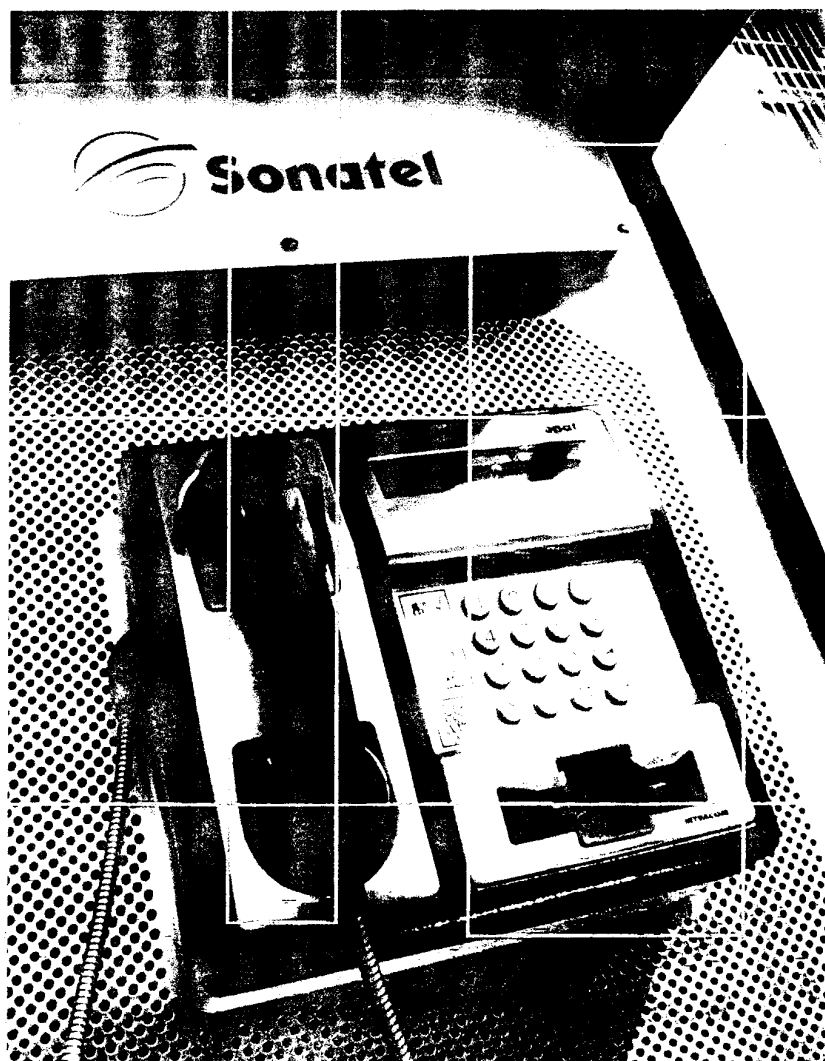
Le secteur de la téléphonie publique et des télécentres privés n'a pas été en reste en 2002.

La reprise des rencontres avec les associations de gérants de télécentres, la poursuite des programmes de formation sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont des avancées significatives dans le partenariat entre la Sonatel et les gérants de télécentres privés.

Il faut noter aussi dans le secteur de la téléphonie publique, le remplacement du parc de publiphones avec l'installation de quelques 200 publiphones dits de nouvelle génération, la commercialisation de nouvelles cartes téléphoniques de 11, 40 et 120 unités et l'installation en cours de nouveaux habitacles pour donner à la publiphonie un nouveau visage.



200 publiphones de "nouvelle génération" installés.



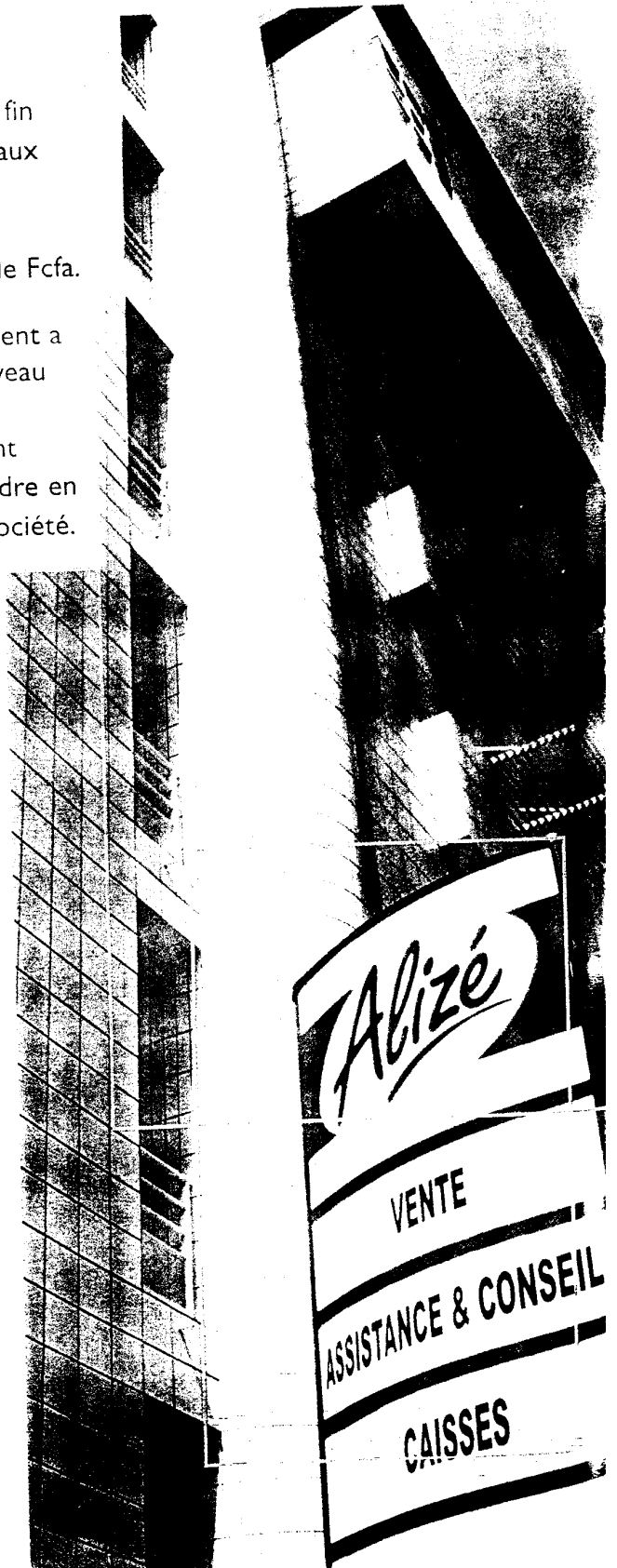
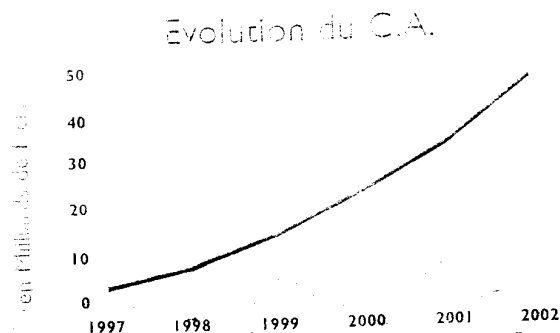
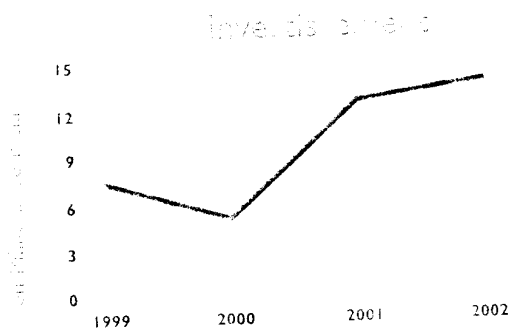
Le nouveau réseau de téléphonie mobile a été mis en place et les services existants qui sont marqués par une croissance importante de la clientèle.

En effet, le parc Alizé est passé de 301 795 en fin 2001 à 455 645 abonnés en fin 2002, soit un taux de croissance d'environ 51%.

Le chiffre d'affaires est passé à 47,7 milliards de Fcfa.

Au mois de juillet 2002, un nouveau management a été mis en place avec la nomination d'un nouveau Directeur Général à Sonatel Mobiles.

Ce changement de Direction a été un moment de réflexion sur la meilleure manière de prendre en charge les problématiques et objectifs de la société.



Evolution du réseau

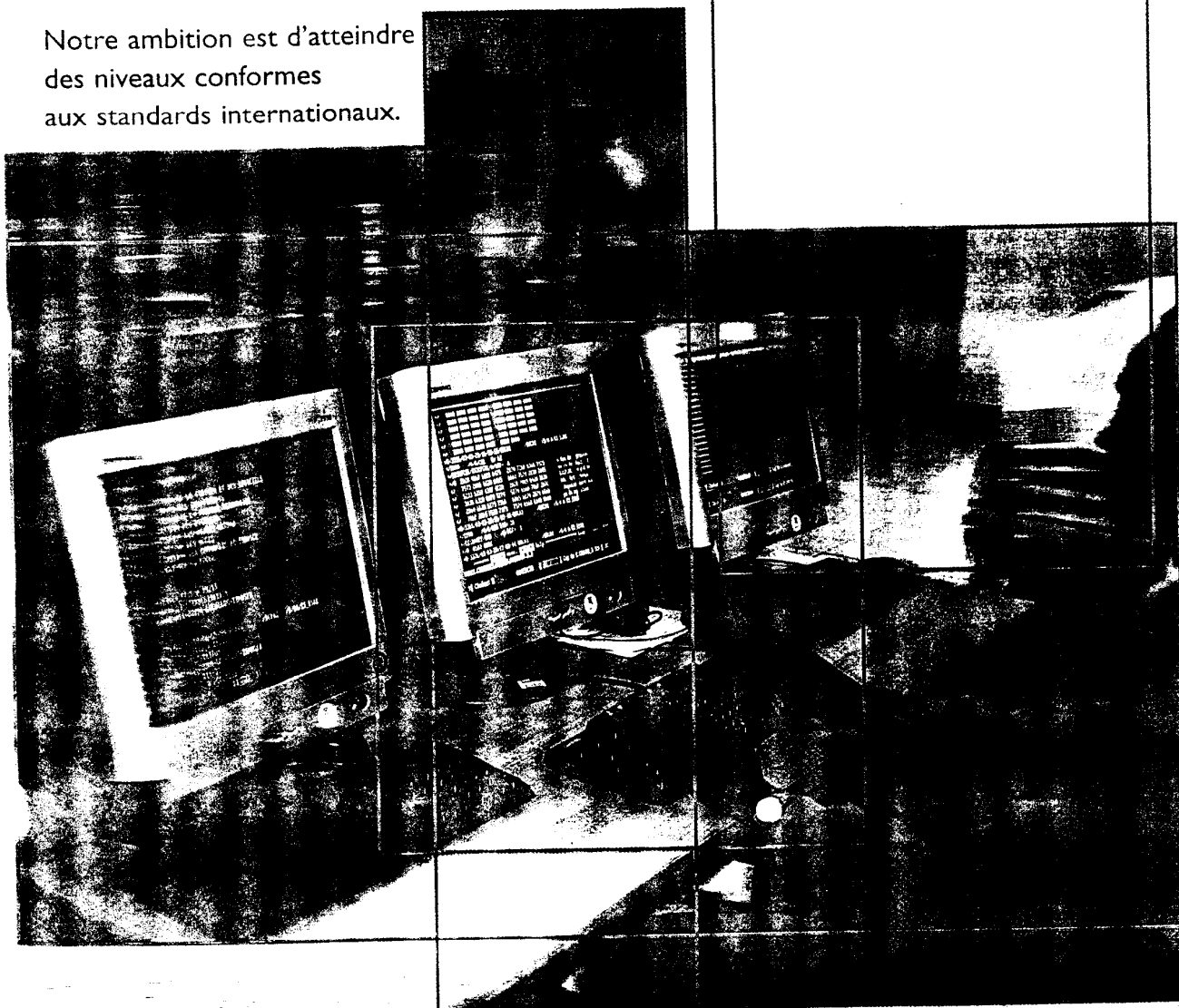
Les efforts d'investissements, 13,828 milliards de Fcfa, se sont poursuivis durant l'année 2002 pour améliorer la qualité de service et densifier le réseau.

Nous notons une croissance de la capacité réseau en trafic de 60% sur l'année 2002. Le nombre de BTS installées est de 47.

Nous observons globalement une baisse régulière des taux de congestion et de coupure.

Ces efforts se sont traduits par une amélioration notoire de la fluidité du trafic.

Notre ambition est d'atteindre des niveaux conformes aux standards internationaux.



Actions Commerciales & Marketing

Amélioration du service au client

Différentes actions ont été engagées afin de toujours mieux servir nos clients:

- * la mise en place d'un système de gestion par portefeuilles (Grands Comptes, Officiels, Affaires). Ce projet préfigure l'axe fidélisation sur lequel Sonatel mobiles travaille depuis le mois d'Août;
- * la segmentation en deux accueils du centre d'appels: une séparation virtuelle des appels Prepaid et postpaid a été opérée avec pour conséquence attendue un taux de qualité de service sur le post paid en augmentation de 30% à 62%;
- * la mise en place d'une base de données clients prepaid: base d'enregistrement (pour la vente directe et indirecte) et de consultation des comptes clients (pour le service client).



Photo: Demba Mballo

Amélioration de l'image d'ALIZE

Changement de signature:
nous sommes passés en fin décembre, du slogan "1^{er} réseau cellulaire du Sénégal" au slogan "vivez le meilleur du mobile" pour traduire davantage nos préoccupations vis-à-vis de la satisfaction du client.



vivez le meilleur du mobile

Le sponsoring de l'équipe nationale de football:
en tant que sponsor leader de l'équipe nationale du Sénégal, nous avons poursuivi notre soutien, à travers notre présence physique à la coupe d'Afrique des nations et des actions de communication au Sénégal. Cela a fortement contribué à l'amélioration de notre capital sympathie vis à vis du public.

Développement du trafic

Nouvelles offres de produits et services

Ces nouvelles offres, sous différentes formes ont grandement contribué à la croissance du trafic:

- * incitation au rechargement des comptes pour envoi de SMS: en attendant la facturation des SMS, nous avons mis en place fin décembre 2001, une procédure qui consiste à bloquer l'envoi de SMS à tous les abonnés n'ayant pas rechargé de cartes depuis plus de deux mois.
- * lancement des cartes 10 000 et 30 000 chargés à 11 000 et 40 000: cette mesure (conjoncturelle sur 2001) a été systématisée et a permis d'améliorer les statistiques de vente de ces cartes à haute valeur faciale.



- * lancement du pridamis (friends & family) national et international: effectué uniquement sur le postpaid Téranga.

- * baisse de tarifs à l'international: la société a profité de la baisse à l'international opérée par la SONATEL pour ajuster ses tarifs à l'international (rappelons que cet ajustement n'avait pas été fait en 2001).

- * jeu "fou des Lions": le contrat de sponsoring a permis d'utiliser l'image des joueurs de l'équipe nationale à travers un jeu concours inédit basé sur la collection de l'effigie des footballeurs. Ce projet qui a duré 3 mois a permis d'augmenter la vente des cartes à gratter.

- * lancement de MOBITEXT (facturation des SMS): après une longue période de "test" due à des contraintes techniques, la facturation des SMS est devenu effective le 22 juillet 2002. Au tarif de 30 Fcfa/message en heure creuse et 48 Fcfa/message en heure pleine, cette facturation a permis de diminuer sensiblement les abus constatés et qui remettaient en cause la qualité de service du trafic (le nombre de messages écoulés a été divisé par trente).



* Révision des tarifs Roaming: une étude tarifaire du Roaming (entrant) a été effectuée comparativement aux tarifs de la concurrence et des autres opérateurs. Les nouveaux tarifs Roaming appliqués à partir de septembre 2002 (veille de la saison touristique) doivent permettre d'avoir le chiffre d'affaires Roaming multiplié par deux.

* Offre entreprises: en partenariat avec l'Agence des Grands Comptes de la Sonatel, une offre mobile a été mise en oeuvre dans le cadre de l'outsourcing.

L'offre mobile spécifique qui a été élaborée devrait être élargie au marché cible des entreprises.

Amélioration de la rentabilité

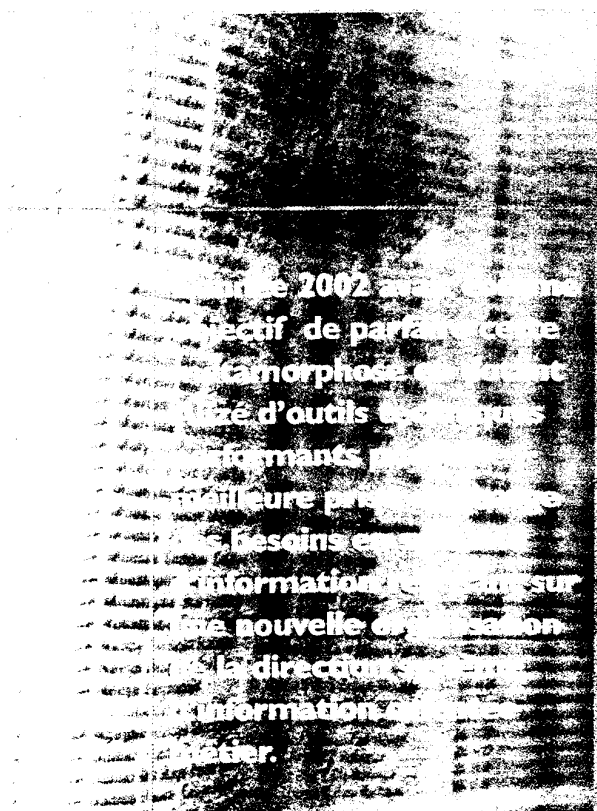
En 2002, l'amélioration de la rentabilité, un objectif majeur, s'est traduite en action, notamment le repositionnement de Diamono par rapport à Diamono Jeunes: enrayer l'effet de cannibalisation et développer les ventes de Diamono classiques (avant la mesure 80% des ventes étaient DJ). Les mesures qui ont été prises sont: harmonisation des prix de vente (20 000Fcfa TTC), baisse de la commission Distributeur sur DJ et réduction des crédits initiaux gratuits.



Amélioration du système d'information

A ses débuts, Sonatel Mobiles ne disposait pas de véritable outil pour la gestion automatisée de ses processus métiers.

A présent, la Direction du Système d'Information entre dans la phase de stabilisation de son système de gestion commerciale, financière et de facturation: dénommé EPPIX.



La Sonatel, un HUB

Comme chaque année, des investissements supplémentaires significatifs, confortent la position de la Sonatel de premier ordre sous-régionale et internationale.

La bande passante Internet de la Sonatel (voie d'accès à Internet) est passée de 42 à 90 mégabits par secondes.

L'extension de la capacité de cette bande, qui était déjà la plus importante de l'Afrique de l'Ouest, a permis d'offrir aux utilisateurs des services Internet qui le souhaitent, une rapidité accrue pour le téléchargement d'informations, la navigation, l'envoi et la réception de courrier électronique.

Amélioration de la qualité de service technique

L'ensemble du réseau s'est mobilisé autour de l'amélioration de la qualité de service technique, l'une des priorités de 2002 et différentes actions sont à inscrire dans ce cadre, notamment:

- le démarrage effectif de la mise en place d'une supervision centralisée grâce au projet RGT, avec pour objectifs l'optimisation des ressources et une amélioration de la qualité du réseau;
- la réalisation du "Crash programme" pour l'amélioration de la qualité du service technique;
- la mise en service du second câble sous-marin à fibres optiques SAT3/WASC/SAFE qui, avec ATLANTIS II, sécurise nos relations internationales.



Centre de visio-conférence au Technopôle



Développement du Réseau national

D'importantes actions ont été menées en 2002 visant à rendre le réseau plus accessible et plus fluide:

- * la poursuite de l'amélioration et de l'extension du réseau d'accès avec le projet "Extensions 2001";
- * la modernisation et l'extension des boucles optiques de l'axe Nord et Dakar - Thiès permettant de prolonger le câble à fibres optiques sur Dakar et d'adapter les capacités du réseau à la croissance du trafic national
- * la poursuite du programme de passage en CNE des localités rurales à fort trafic en vue d'améliorer la fluidité du trafic.



Innovations

De par notre démarche anticipative, nous déployons des efforts, très tôt, afin de faire profiter nos clients des avancées technologiques

- * le démarrage du déploiement de la technologie "Fixe sur GSM" pour la desserte de localités rurales;
- * la fin de la phase de pre-test précédant le lancement de l'ADSL (asymmetric digital subscriber line) ligne d'abonné numérique asymétrique

Développement du Réseau sous-régional

La position de la Sonatel, plate-forme pour le transit du trafic sous-régional a été renforcé en 2002, par notamment:

- * La poursuite des projets d'interconnexion avec les pays voisins: après la liaison FH SDH avec GAMTEL, le câble à fibres optiques nous reliant aux réseaux malien et mauritanien a été mis en service, en décembre 2002, de même qu'une liaison FH numérique avec la Guinée Bissau;
- * la participation active à la réalisation du réseau IKATEL ainsi que la mise à niveau nécessaire à l'interconnexion avec la Sonatel;



Les Services Internet et Services & Réseaux de Données

Des Services Internet de qualité

Sentoo, premier fournisseur de services Internet au Sénégal, compte 9 500 clients actifs fin 2002, soit 70% de parts de marché.

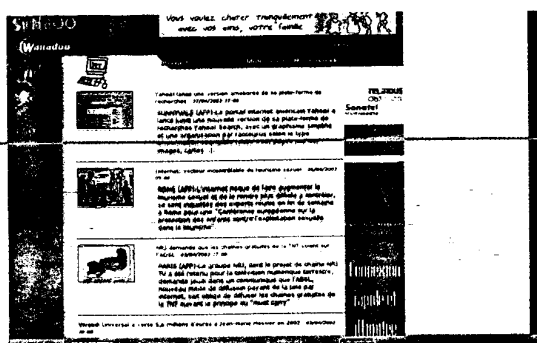
Avec le Portail Sentoo, Sonatel Multimédia affiche sa volonté de contribuer au développement des nouvelles technologies. Le Portail Sentoo – www.sentoo.sn est, pour les internautes du monde entier, une vitrine du Sénégal: des outils de communication tels que la messagerie électronique gratuite, ainsi que des informations utiles et pratiques et divers services sont offerts.

Le portail Sentoo en bref...

- 30 000 abonnés sunumail (messagerie électronique gratuite), en fin décembre 2002.
- 800 000 pages vues par mois
- 150 000 visites par mois
- 100 000 visiteurs uniques par mois

L'augmentation effective et continue de la bande passante Internet, ainsi que l'arrivée de l'ADSL, donneront un nouveau visage à l'Internet au Sénégal.

L'annuaire en ligne est une des innovations prévues en 2003.



Des Services à Valeur Ajoutée aux Entreprises

Des outils performants tels que le réseau IP ou "SENTRANET" qui permettent à nos clients des échanges de données fructueux et sécurisés, se développent, et plus particulièrement l'offre Réseau Privé Virtuel (Virtual Private Network - VPN). Le taux de disponibilité du réseau IP qui est très élevé en 2002 et le maillage du territoire ont décidé 100% des clients ayant des accès X25 à intégrer le réseau IP.

Les accès Internet et IP ont connu une croissance de 43% par rapport à décembre 2001; tandis que les Liaisons Spécialisées numériques nationales, internationales et accès T2 ont connu une hausse de 24% par rapport à décembre 2001.

Nous offrons aux plus importantes entreprises du Sénégal des services réseaux, conseils et solutions à valeur ajoutée.

Ce réseau a d'ailleurs accueilli son premier client international avec la mise en service du lien 2 Mégabits avec l'opérateur Gamtel de la Gambie.

La Sonatel s'est également investie dans l'Ingénierie-Conseil-Formation et Vente équipements avec des résultats largement au-delà des attentes.



Assurer le meilleur à nos clients

Après analyse des besoins d'échanges de plus en plus importants de nos clients, nous avons effectué de sérieux tests en 2002 de l'ADSL (asymmetric digital subscriber line) ligne d'abonné numérique asymétrique. En effet, avec cette technologie de dernière génération les entreprises sénégalaises pourront ainsi améliorer leur performance et par là, leur contribution au développement à l'économie du Sénégal.

Le lancement de l'ADSL est prévue au premier trimestre 2003.

Toujours dans cette optique de qualité, un plan d'action appelé "amélioration de la qualité de service" (QOS) a été établi et est en cours d'exécution.

Une réorganisation de la gestion du réseau par la supervision nationale a été effectuée dans le cadre du Réseau de Gestion des Télécommunications (RGT), projet de grande envergure permettant une surveillance permanente et globale des réseaux.

Les efforts de sécurisation du réseau national de transmission se poursuivent et sont marqués par:

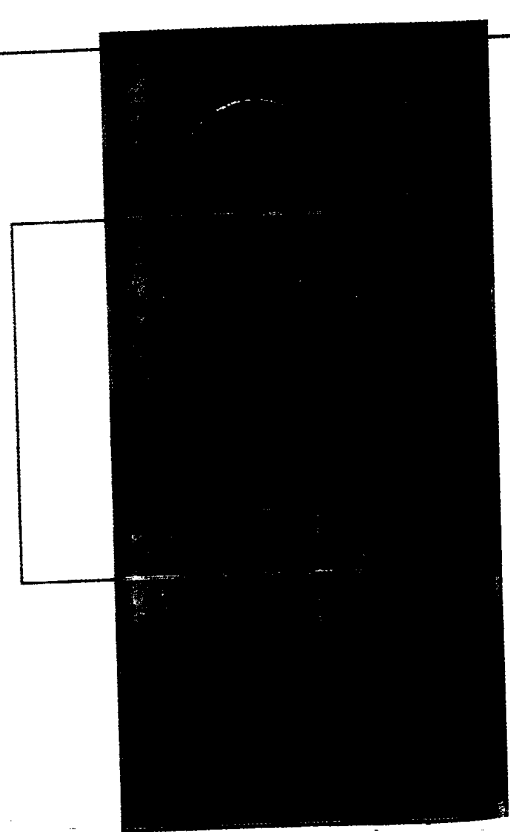
- le passage en SDH de la boucle Nord
- l'extension de la boucle Dakar-Thiès
- l'extension de la boucle de Ndamé Mbacké.

VEILLE TECHNOLOGIQUE & PROJETS EXPÉRIMENTAUX

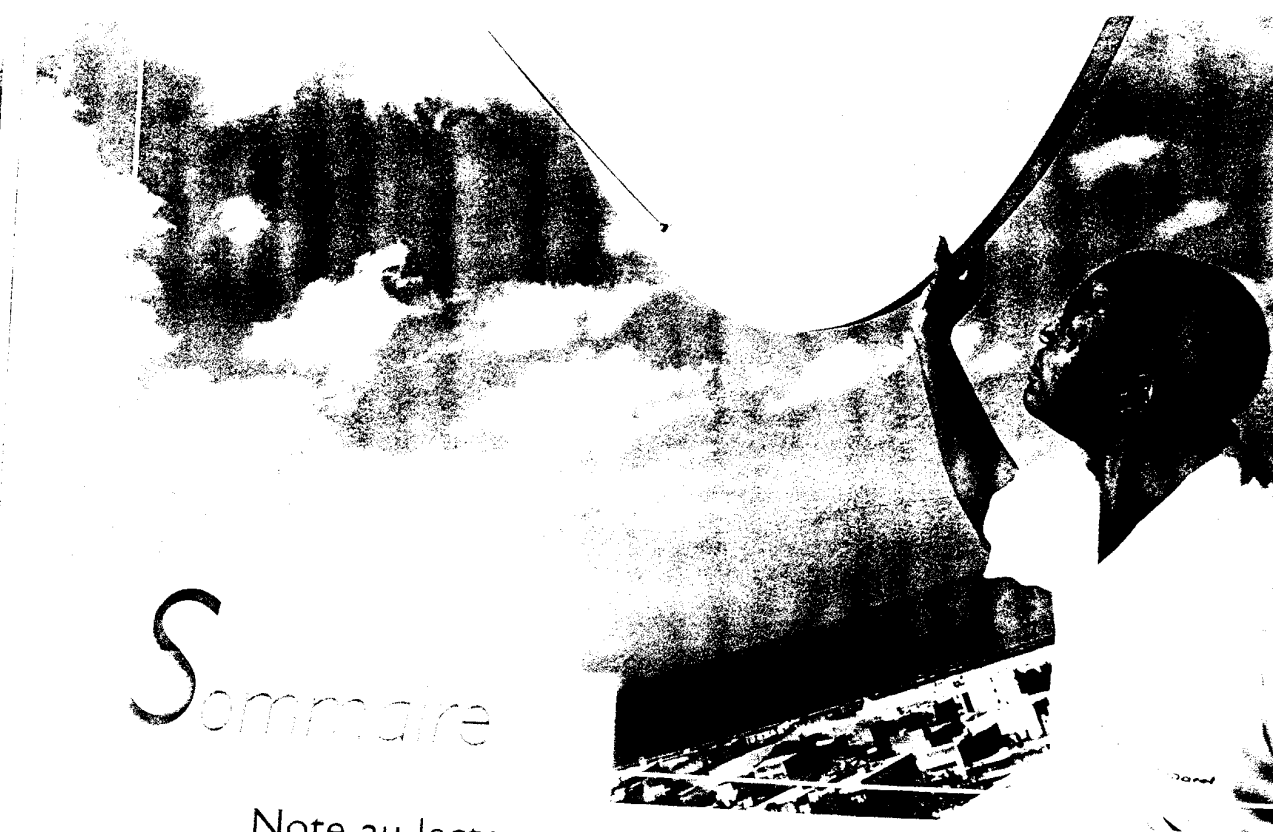
Les activités de veille et de réflexion stratégique de la SONATEL se poursuivent pour offrir le meilleur à nos clients.

Des projets expérimentaux d'abonnés fixes sur GSM sont réalisés et le premier déploiement de cette technique de desserte rurale est en cours, pour environ 60 localités.

Aussi, un projet expérimental de sécurisation des échanges électroniques en relation avec l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et le Trade Point Sénégal est en cours d'exécution. La boucle locale radio large bande (BWA) suivra le lancement de l'ADSL, avec la mise en place d'un réseau expérimental LMDS (technologie d'accès haut débit sans fil) début 2003.



Rapport financier



Sommaire

Note au lecteur	53
Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale	
Introduction	54
Environnement	54
Marché et Concurrence	54
Commentaires de gestion sur le groupe	55
Eléments opérationnels	55
Chiffres d'Affaires	55
Charges d'Exploitation	56
Résultat d'Exploitation	58
Résultat Financier	58
Résultat H.A.O.	58
Impôt sur les Sociétés	58
Résultat Net - Part du groupe	59
Etats financiers consolidés	60-68
Annexe aux états financiers consolidés	69-72
Etats financiers résumés - Sonatel SA	73-86
Annexe aux états financiers résumés - Sonatel SA	87-90
Rapport des commissaires aux comptes	91-96
Projets de résolution	97-99

NOTE AU LECTEUR

Le périmètre de consolidation pour le Groupe SONATEL englobe la "SONATEL SA", la "SONATEL Mobiles" filiale à 100 % de SONATEL SA et "IKATEL" filiale à 89.42% de droit malien de SONATEL SA.

L'entrée de IKATEL dans le périmètre de consolidation s'est faite en 2002. IKATEL exploite au Mali pour le compte de SONATEL SA une licence d'établissement et d'exploitation de réseaux Mobile, Fixe, Internet et International acquise le 1er août 2002. La phase de pré exploitation n'a générée que des charges et pas encore de revenus en 2002. Il faut en tenir compte dans la comparaison des charges et des résultats entre 2001 et 2002.

Ce rapport au Conseil d'Administration commente la gestion du groupe (comptes consolidés).

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

Introduction

L'Année 2002 aura été une année satisfaisante pour le Groupe Sonatel. Malgré les difficultés que connaît le secteur des télécommunications à l'échelle mondiale depuis la fin de l'année 2000, la croissance de nos activités s'est poursuivie en 2002 et nos performances se sont améliorées. Des progrès importants ont été réalisés en 2002 en matière de qualité de service, de développement des offres et des usages, de prise en charge des clients (avec le déploiement des systèmes d'information (GAIA & EPPIX) et l'ouverture de nouvelles Agences) et de consolidation de notre image d'entreprise citoyenne. L'année 2002 a aussi marqué une étape dans notre stratégie de croissance externe avec l'acquisition de notre première filiale à l'étranger.

Environnement

Environnement économique (1)

L'année 2002 a été marquée par la relance de l'activité économique mondiale avec la reprise des investissements des entreprises et des exportations aux USA. L'économie mondiale a aussi connu une croissance moyenne de 2.3% contre 1.9% en 2001.

Dans la Zone UEMOA, la dégradation du climat socio politique en côte d'ivoire a neutralisé les effets positifs escomptés de la reprise de l'activité économique à l'échelle mondiale sur l'Union. Le taux de croissance en 2002 se situe à 2.7% contre 4.4% initialement attendu.

Au Sénégal, la croissance en 2002 s'est révélée moins soutenue qu'en 2001. Elle est de 4.8% en 2002 contre 5.7% en 2001. Ce repli est essentiellement imputable aux difficultés rencontrées par le monde rural en 2002 et aux intempéries qui ont affecté certaines régions du Pays.

Cette croissance s'est faite dans un contexte particulier où l'inflation a de façon générale reculé en rapport avec la baisse des prix des produits pétroliers et la stabilisation de l'Euro au voisinage de la parité unitaire avec le dollar.

C'est ainsi que dans la zone UEMOA, l'inflation a progressé de 2.9% en 2002 contre 4.1% en 2001. Par rapport à la zone EURO, on note un différentiel d'inflation défavorable qui se situe à 0.7%.

Le Sénégal a fait mieux que la moyenne de l'UEMOA. La baisse moyenne de 11.2% du coût du carburant a permis de contenir la progression du niveau général des prix. Cette progression se situe à 2.3% en 2002 contre 3% en 2001.

Sur un plan sectoriel, le secteur mondial des télécoms a connu une année 2002 très difficile et notamment pour les grands opérateurs historiques. Le déclin du Fixe, le ralentissement de la croissance des mobiles et les incertitudes sur l'UMTS ajoutés à l'endettement colossal des opérateurs sans rapport avec les actifs dévalorisés et à la chute vertigineuse des cours boursiers ont conduit nombres d'entreprises du secteur à des situations difficiles.

Pour l'instant, la Sonatel est épargnée par cette crise. Toutefois l'ouverture

totale de notre marché se fera dans 15 mois et on note déjà une multiplication et un positionnement des opérateurs de petites tailles décidés à s'attaquer aux niches les plus rentables de notre marché.

Marché et Concurrence

Sur le Fixe, l'année 2002 était encore une « année protégée ». Bien qu'il n'y ait pas encore de concurrence, on note une forte activité de terminaison des communications d'origine internationale sur le réseau de Sonatel. Cette activité est pour le moment encadrée par la Sonatel. Aussi, des entreprises expérimentent de plus en plus des solutions alternatives comme la boucle locale radio. Sur le mobile, l'année 2002 devait consacrer l'arrivée d'un troisième opérateur comme annoncé par les autorités publiques et l'accroissement de la pression concurrentielle.

La part de marché de Sonatel Mobiles est de 100% sur le postpaid et environ 80% sur le prepaid.

(1) Source: Commission Economique de l'UEMOA

A- Eléments opérationnels

I. PARC

L'exercice 2002 a été bouclé avec un parc global de 680 268 lignes dont 224 623 lignes fixes et 455 645 lignes mobiles, représentant une croissance du parc de 28.4% par rapport à 2001 et un taux de pénétration global de 6.6%.

Cette évolution du parc n'a pas été identique sur le fixe et le mobile. L'année 2002 a été marquée sur le Fixe par une régression du Parc. La Sonatel a procédé à un nettoyage de sa base d'abonnés fixes avec la mise en place du nouveau système d'information commerciale. En effet, on a noté une surévaluation du parc actif due au non déroulement systématique de la procédure de recouvrement; Les lignes étaient suspendues et non systématiquement résiliées après le délai fixé.

Ce réajustement du parc n'a pas eu d'incidences significatives sur le chiffre d'affaires et sur son évolution puisqu'il s'agit d'abonnés suspendus.

Pour les mobiles, la croissance du parc reste encore très forte même si l'on note un ralentissement par rapport à 2001. Elle est de 51% en 2002 avec un taux de réalisation de 123,1% par rapport à l'objectif de 370 000 abonnés. Cette croissance concerne principalement les clients prepaid qui représentent 95% du parc à fin 2002.

2. TRAFIC

Tous les trafics ont connu une croissance positive en 2002. Le réseau Fixe a écoulé 1 126 millions de minutes en départ (+14.9%) et 282 millions de minutes en arrivée internationale (+10.9%). Le trafic vers les mobiles et l'Internet gagne du poids au détriment surtout du local et dans une moindre mesure du national.

Le trafic départ international croît fortement (+19% par rapport à 2001).

La croissance du trafic est encore beaucoup plus forte au départ du mobile. Le réseau mobile a écoulé en 2002 un volume de 252 millions de minutes en départ, en hausse de 93% par rapport à 2001 et 293 millions de minutes en arrivée, soit une croissance de 60.3%. On constate que les mobiles s'appellent de plus en plus entre eux et aussi vers l'international. Le trafic entre mobiles a augmenté de 152% et le trafic "mobiles vers l'international" de 77%. En 2002, Sonatel mobiles a répercuté une partie de la baisse du prix des communications internationales décidée par le Fixe à ses abonnés.

3. EFFECTIFS

L'effectif du groupe a légèrement augmenté en 2002. Il est passé de 1537 en 2001 à 1586 en 2002, soit une croissance de 3.1%. Hors impact IKATEL (+ 30 agents à fin 2002), la croissance est de 1.2%.

Le Fixe utilise 91% de cet effectif.

La productivité s'est améliorée de 24% par rapport à l'année dernière. Elle se situe en 2002 à 428 lignes par agent.

B- Chiffres d'Affaires

Le chiffre d'affaires (CA) consolidé de 2002 s'élève à 162 932 millions de Fcfa, en croissance de 9,9% par rapport à l'année 2001.

Cette hausse de 14.7 milliards cfa du CA consolidé est tirée par les activités du fixe (+ 4.7 milliards), du mobile (+7.6 milliards) et des Données (+2.2 milliards).

Le **CA contributif des activités du Fixe** au CA consolidé s'élève à 125 milliards en 2002, en croissance de 4.2% par rapport à 2001.

Cette situation s'explique par la baisse (-16.3%) enregistrée pour la première fois du CA des balances internationales passant de 39 665 millions cfa en 2001 à 33 218 millions en 2002.

Sur le plan domestique, malgré la baisse du parc consécutive au nettoyage de la base clientèle lors de la mise en place du nouveau système d'information commerciale de Sonatel, le CA trafic départ des abonnés du fixe a augmenté de 14.7% (+9.8 milliards cfa) passant de 66 milliards en 2001 à 76 milliards en 2002. Cette hausse est particulièrement tirée par le trafic vers le mobile et l'international.

COMMENTAIRES DE GESTION SUR LE GROUPE

L'effet croisé de la croissance des Mobiles a induit sur le fixe une hausse de 5.4 milliards de Fcfa au niveau du CA trafic vers les mobiles. Sur l'international, l'effet d'élasticité induite par les baisses de prix successives des dernières années semble donner ses résultats. En effet, on enregistre cette année une hausse (+18.8%) du CA trafic international de 2.6 milliards en 2002 contre une baisse de 1.1 milliards cfa en 2001

Le CA du trafic vers Internet marque un bond appréciable de 46.3% passant de 2.5 milliards en 2001 à 3.7 milliards en 2002. L'effet cannibalisant des différentes offres forfaitaires lancées encore cette année et l'année dernière (avantages volume, Forfait local et Internet, Forfait Sunugal) et le déport d'une partie des appels locaux et nationaux vers les mobiles ont été plus fort sur le CA du trafic national que sur celui du trafic local. En effet, on observe une légère baisse de -0.3% du CA trafic national passant de 13 189 millions en 2001 à 13 153 millions en 2002.

Comme prévu, le CA raccordement a chuté par rapport à 2001; une baisse d'environ 46%.

Le CA abonnement, par contre, a enregistré une hausse de 10.7% par rapport à 2001. cette situation s'explique principalement par le niveau de pénétration des offres tarifaires et abonnement professionnel.

Le **CA contributif des activités du Mobile** au CA consolidé s'élève à 31 milliards en 2002, en croissance de 32% par rapport à 2001. Cette poussée des mobiles est le fait principalement de la politique de développement des usages qui a eu pour effet l'augmentation des revenus moyens par abonnés (ARPU) des clients postpaid qui a cru de 15.7%. Malgré l'augmentation du parc prépaid de 54%, la baisse de l'ARPU prépaid a été maintenue à 4%.

Tout ceci a eu comme effet la hausse de 4.7 milliards du CA contributif du Mobile, essentiellement tirée par le CA des cartes prépayées (+6 milliards) et le CA du trafic des postpaid (+1.6 milliards).

Le CA roaming (clients et opérateurs) est en hausse de 49.7%. Aussi, le CA raccordement, avec la fin de la course au parc et des promotions qu'elle implique, s'est relevé de 40% par rapport à 2001. L'activité Données est en forte croissance.

Le **CA contributif de l'activité Données** au CA consolidé s'élève à 3.4 milliards en 2001, en croissance de 260% par rapport à 2001. Cette forte hausse s'explique d'une part, par la prise en compte à partir de 2002 "des liaisons Internet et Données" dans cette rubrique et par une facturation plus exhaustive de ces liaisons avec la mise en service du nouveau système d'information commerciale "GAIA" et d'autre part, par une augmentation du nombre de liaisons suite à la baisse des prix

C-Charges d'Exploitation

Les charges d'exploitation consolidées en 2002 augmentent d 8.9 milliards de Fcfa. Au total, elles s'élèvent à 101 147 millions de Fcfa en 2002 contre 92 206 millions en 2001 soit une croissance de 9.7%. Cette hausse s'explique en partie par la modification du périmètre de consolidation en 2002 avec l'introduction de Ikatel et dont les charges contributives sont évaluée 2 041 millions. Donc à périmètre é par rapport à 2002, les charges d'exploitation consolidées n'ont augmenté que de 7.5%. Au delà de l'impact d'Ikatel, la hausse des charges d'exploitation est tirée par les charges réseau (+31%) fortement corrélées à l'augmentation du trafic, les charges de personnel (+9.7%) et les charges d'amortissement (+20.4%). Parallèlement, les charges de fonctionnement ont fortement baissé (-11%).

COMMENTAIRES DE GESTION SUR LE GROUPE

1. Charges Réseau

Les charges réseau ont augmenté de 6.6 milliards, passant de 21 608 millions CFA en 2001 à 28 247 millions CFA en 2002, soit une croissance de 31%. Cette évolution s'explique essentiellement par:

- la forte montée des charges de balances Internationales qui ont enregistrées une hausse de 73.9% par rapport à 2001, passant de 7 848 millions de Fcfa à 13 651 millions en 2002. Cette poussée s'explique par la croissance du trafic départ International. Néanmoins ces charges sont couvertes par les revenus des balances de Trafic; Hors balances internationales, les charges réseau ont augmenté que de 6.1% et cette hausse est liée à la croissance du trafic et concerne les charges de roaming, d'interconnexion et de location de circuits.

2. Charges de Fonctionnement

Les charges de fonctionnement ont baissé en 2002 de 11% soit 1.9 milliards de Francs CFA. Hors impact Ikatel, la baisse serait de 13.5%. Les baisses les plus significatives ont été notées au niveau:

- Des frais généraux administratifs (-3081 millions soit -56.5%)
- Des charges d'honoraires (-714 millions soit 30%)
- Des Charges de Management fee (-683 millions cfa soit -50%)

- Des charges de Communication (-248 millions soit -19%)

L'effet de ces baisses a été plus important que les hausses enregistrées sur les charges de:

- Impôts et taxes (+2036 millions cfa soit +104%).
- Entretien (+342 millions soit +206%) dont 176 millions pour l'entretien du parc informatique
- Bâtiments et Sites (+289 millions soit +34.5%). qui s'explique en grande partie par le programme de réfection des logements administratifs en région et par les frais induits (nettoyage, gardiennage, etc..) par le déploiement du réseau agence.

3. Charges de personnel

La hausse des charges de personnel est de 1 587 millions de cfa soit 9.1%. Hors impact Ikatel, la croissance serait que de 5.9% (+536 millions pour Sonatel SA soit 3.4% et 494 millions pour Sonatel Mobiles soit 33 % du fait de la croissance des effectifs et de l'utilisation des temporaires) malgré la hausse généralisée des salaires décidée par l'état du Sénégal en janvier 2002 et adoptée par Sonatel.

4. Dotation aux Amortissements

La hausse de 5.4 milliards de cfa s'explique par les mises en service qui ont eu lieu au cours des années 2002, l'amortissement de la Licence du Mali et l'effet pleine année des mises en service de 2001. Au total la dotation aux amortissements du groupe s'élève à 32 milliards, en croissance de 20.4% par rapport à 2001. Hors impact Ikatel, cette croissance serait de 16.9%. Les amortissements représentent en 2002, 31.6% des charges d'exploitation contre 28.8% en 2001. Au delà de l'effet Ikatel, l'augmentation de la dotation s'explique par les mises en services au titre des extensions des réseaux d'accès, du câble sous-marin SAT3/WASC, des extensions du réseau mobiles, des systèmes d'information GAIA et EPPIX ainsi que des bâtiments des nouvelles agences commerciales et siège de Sonatel Mobiles.

5. Dotation aux Provisions

Après retraitement de la perte de 3 417 millions de cfa de créances âgées de plus de 5 ans constatée en 2001 et déjà provisionnées dans le passé, les dotations aux provisions de 2002 augmentent de 407 millions de cfa soit +7.2% par rapport à 2001. Celles ci sont constituées essentiellement par la provision clients douteux et les provisions pour risque et charges.

La dotation pour les clients douteux a augmenté moins vite que le CA consolidé. Elle a augmenté en 2002 de 159 millions soit +3% par rapport à 2001 et représente 3.3% du chiffre d'affaires consolidé contre 3.5% en 2001.

Ce qui témoigne d'une amélioration du recouvrement client. Toutes les créances clients privés supérieures à 1 an ont été provisionnées à 100% pour Sonatel SA.

La même règle s'applique chez Sonatel Mobiles dès que la créance est supérieure à 90 jours.

La part de cette dotation imputable aux correspondants étrangers s'élève à 736 millions cfa et représente un poids de 13.7%

Parallèlement, les charges provisionnées pour risque et charges ont augmenté de 249 millions soit 57.3% par rapport à 2001. Il s'agit principalement des provisions pour dépréciation sur stocks.

D – Résultat d'Exploitation

Le résultat d'exploitation en 2002 augmente de 7,07 milliards de cfa en croissance de 11.3% par rapport à 2001 du fait de l'augmentation du chiffre d'affaires plus forte en valeur absolue que celle des charges d'exploitation.

A périmètre égal par rapport à 2001, cette croissance est de 14.3%. Pour 2002, toute la croissance du résultat d'exploitation consolidé est apportée par l'activité des mobiles.

La contribution des activités Fixe et Données à cette croissance du résultat est resté neutre.

Le ratio résultat d'exploitation /CA passe de 42.1% en 2001 à 42.6% en 2002 (43.8% sans Ikatel).

E – Résultat Financier

Les produits financiers sont en retrait par rapport à l'année 2001 (46%) et s'établissent à 1.35 milliards cfa en 2002 malgré l'opération d'acquisition de la filiale mobile du Mali, l'importance des investissements et des dividendes payés en 2002.

Les charges financières augmentent de 1 176 millions cfa du fait des nouvelles dettes essentiellement contractées dans le cadre de l'opération du MALI (18.9 milliards de cfa au courant de l'année 2002).

Le résultat de change s'élève à -1 153 millions soit une croissance de

-209% par rapport à 2001.

Le résultat financier est de -4 115 millions de cfa soit -2.5 % du chiffre d'affaires contre 0.67% en 2001.

F – Résultat HAO

Le résultat HAO baisse de 210 millions cfa soit -338% par rapport à 2001.

L'augmentation des produits et charges HAO de l'exercice 2002 s'explique essentiellement par l'opération de cession des titres Ikatel à des partenaires privés.

En effet, la Sonatel avait porté pour se partenaires l'ensemble des actions d'Ikatel au moment du dénouement de l'opération.

G – Impôt sur les Sociétés

L'impôt sur les sociétés a augmenté de 4 703 millions cfa soit 33,9% de hausse par rapport à 2001, une hausse qui s'explique par la forte poussée du Résultat d'exploitation de Sonatel Mobiles (+ 82,2%).

L'impôt différé s'établit à 855 millions de cfa et il correspond à l'impôt assis sur les éléments de charges provisionnées.

H – Résultat Net part du groupe

Le résultat net du groupe a connu un léger retrait par rapport en 2001 (-2%), le bénéfice est passé de 47 450 millions de cfa en 2001 à 46 488 millions de cfa en 2002.

Le résultat net part Sonatel s'établit à 46 681 millions de cfa et celui de la part des Minoritaires est de -194 Millions de cfa

I - Evolution du bilan

Le bilan consolidé du groupe a connu à fin 2002 une augmentation de 11,7% par rapport à 2001.

Un enrichissement patrimonial expliqué en partie par l'élargissement du périmètre du groupe avec l'entrée de la nouvelle filiale malienne, Ikatel.

Les immobilisations Corporelles et incorporelles se sont appréciées de 19,5% en 2002 du fait de l'acquisition de la licence d'Ikatel (29 980 millions de cfa) et des investissements réalisés pour l'extension des réseaux Fixe et Mobile.

Ces investissements sont, comme en 2001, consacrés essentiellement à l'extension des réseaux d'accès – Extension "Plan d'Équipement", à la sécurisation du réseau (boucles SDH), au développement du réseau "mobile", à notre participation aux projets de câbles sous-marins internationaux, au nouveau système d'information commerciale, à la desserte d'une

centaine de localités rurales et à la réalisation de nouvelles agences commerciales.

Les immobilisations financières ont enregistré l'augmentation de la participation du groupe dans Sonatel Multimédia pour 1 679 millions de cfa. Les actifs circulants ont augmenté en 2002 moins vite que le passif circulant (+3% contre +14% pour le passif circulant). Ce qui réduit le besoin en fonds de roulement (voir partie Trésorerie) du groupe.

L'encours net de la dette du groupe a augmenté de 12% par rapport à 2001. Une hausse expliquée particulièrement par le financement de l'opération d'Ikatel. L'endettement nouvel apporté par Ikatel qui se situe à 6 500 Millions,

J-Trésorerie

Le Cash flow affecté aux investissements est de 73.8 milliards de cfa dont 29 milliards pour la licence Ikatel.

Le cash flow affecté aux remboursements d'emprunts est de 8,52 milliards de cfa correspondant aux emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) (contracté en 1992), de l'Agence Française de Développement (AFD) (contracté en 1994), de l'État du Sénégal (contracté en 1997 et prêté au personnel pour l'acquisition de 10% du Capital), de BICIS et de Crédit Lyonnais Sénégal.

Le besoin de financement d'exploitation a diminué de 6.9

milliards de cfa suite essentiellement à la baisse des stocks et des créances sur les clients et opérateurs étrangers plus faible que l'augmentation des dettes circulants en 2002.

La capacité d'autofinancement globale en 2002 est de 76,7 milliards de cfa en hausse de 1.3%.

Les emprunts contractés en 2002 de 19.8 milliards de cfa ajoutés à l'augmentation des dépôts de garantie de 1,2 milliards de cfa et au crédit Spot de 11 milliards cfa ont permis le paiement d'un dividende de 29 milliards cfa avec un excédent de Trésorerie en fin d'année de 25.6 milliards de cfa soit près de 2 mois de chiffre d'affaires consolidé.

Les dettes financières à long terme (hors dette État pour les actions du personnel) ne représentent que 28.72% des fonds propres (avant affectation du résultat 2002).

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

BILAN AU 31/12/2001

Actif en millions de Fcfa	Brut	Amortissements Provisions	2002 net	2001 net
Actif immobilisé				
Charges immobilisées	1 015		1 015	1 287
Immobilisations incorporelles	43 831	4 662	39 169	8 028
Ecart d'acquisition	0	0	0	1 672
Autres immobilisations incorporelles	43 831	4 662	39 169	6 356
Immobilisations corporelles	405 010	195 363	209 647	198 048
Avances et acomptes versés sur immobilisations	6 083		6 083	6 854
Immobilisations financières	13 624	1 100	12 524	14 515
Impôts différés	1 446	0	1 446	2 769
Titres mis en équivalence	0	0	0	
Participations et créances rattachées	4 753	924	3 829	2 149
Prêts et autres immobilisations financières	7 425	176	7 249	9 597
Total (I)	469 563	201 125	268 438	228 733
Actif circulant				
Stocks	5 503	1 058	4 445	6 177
Créances et emplois assimilés	122 650	29 206	93 444	87 746
Clients	69 411	24 614	44 797	40 902
Autres créances	53 239	4 592	48 647	46 844
Total (II)	128 153	30 264	97 889	93 923
Trésorerie-actif	31 354	1 681	29 673	30 925
Total (III)				
Total actif	629 070	233 070	396 000	353 581

Passif <i>en millions de Fcfa</i>	2002 net	2001 net
Capitaux propres		
Capital	50 000	50 000
Primes et réserves consolidés	126 177	106 190
Ecart de conversion	0	
Résultat net (part de l'entreprise consolidante)	46 682	47 451
Autres capitaux propres		
Part de l'entreprise consolidante	222 859	203 641
Part des minoritaires	2 558	
Capitaux propres de l'ensemble consolidé Total (A)	225 417	203 641
Dettes financières et ressources assimilées		
Impôts différés	0	1 268
Emprunts et dettes financières	64 877	52 520
Provisions financières pour risques et charges	7 974	11 260
Total (B)	72 851	65 048
Total capitaux stables (I = A + B)	298 268	268 689
Passif circulant		
Fournisseurs et comptes rattachés	28 677	26 522
Autres dettes	64 982	54 998
Total (II)	93 659	81 520
Trésorerie-passif	4 073	3 372
Total passif	396 000	353 581

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/12/200

Libellé <i>en millions de Fcfa</i>	2002 net	2001 net
Chiffre d'affaires	162 932	148 213
Production stockée	0	
Production immobilisée	0	
Autres produits d'exploitation	2 504	4 497
1• Production de l'exercice	165 436	152 710
Achats consommés	8 066	12 774
Services extérieurs et autres consommations	42 296	31 024
2• Consommation de l'exercice	50 362	43 798
Valeur ajoutée d'exploitation	115 074	108 912
Charges de personnel	18 453	17 416
Excédent brut d'exploitation	96 621	91 496
Dotations aux amortissements et aux provisions	32 290	30 994
Reprises de provisions	5 137	1 890
Résultat d'exploitation	69 468	62 392
Produits financiers	2 026	2 762
Charges financières	6 142	3 752
Résultat des activités ordinaires	65 352	61 402
Résultat HAO	-271	-62
Résultat avant impôts	65 081	61 340
Impôts exigibles sur résultats	17 740	16 654
Impôts différés	-853	2 771
Résultat net des entreprises intégrées	46 488	47 455
Part dans les résultats nets des entreprises mises en équivalence	0	
Résultat net de l'ensemble consolidé	46 488	47 455
Part des minoritaires	-194	
Part de l'entreprise consolidante	46 682	47 455

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS CONSOLIDE

I^{ère} partie: Détermination des soldes financiers de l'exercice 2002

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (CAFG)

(en millions de Fcfa)

	montant		montant
		E.B.E	96 569
Frais financiers	4 336	Transfert de charges d'exploitation	1 984
Perte de change	1 189	Revenus financiers	1 383
Charges H.A.O	491	Transferts de charges financières	30
Participation		Gains de change	483
Impôt sur le résultat	17 740	Produits H.A.O	1
		Transfert de charges H.A.O	0
Total (I)	23 756	Total (II)	100 450
CAFG: Total (II) - Total (I)	76 694		

AUTOFINANCEMENT (AF)

(en millions de Fcfa)

Dividendes distribués dans l'exercice	29 000
AF = CAFG - dist div dans l'exo	47 694

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (BFE)

Var. BFE = Var. stocks + Var. créances + Var. dettes circulantes

(en millions de Fcfa)

Variation des stocks N - (N-1)	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
Marchandises		
Matières premières		1 784
En-cours		
Produits fabriqués		
(A)	0	1 784
Variation globale nette des stocks	0	1 784

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS CONSOLIDE

1^{ère} partie: Détermination des soldes financiers de l'exercice 2002 (suite)

VARIATION DES CREANCES

(en millions de Fcfa)

Variation des créances	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
		242
Fournisseurs, avances versées	3 373	7 302
Clients		
Autres créances	849	
Ecart de conversion - ACTIF		
Total	4 222	7 544
(B) Variation globale nette des créances	0	3 322

VARIATION DES DETTES

(en millions de Fcfa)

Variation des dettes	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
		32
Clients, avances reçues		27
Fournisseurs d'exploitation	1 223	
Dettes fiscales		242
Dettes sociales		1 761
Autres dettes	164	
Ecart de conversion - PASSIF		
Risques provisionnés		
Total	1 387	3 165
(C) Variation globale nette de dettes circulantes	0	1 778

VARIATION DU BFE = A + B - C

0

6 884

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (ETE)

ETE = EBE - Variation BFE - Production Immobilisée
(en millions de Fcfa)

	2002	2001
EBE	96 569	91 496
- variation du BFE	6 883	1 432
- production immobilisée		
ETE	103 452	92 928

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS CONSOLIDE

2^{ème} partie

(en millions de Fcfa)	Exercice 2002		Exercice 2001
	emplois	ressources	E- ; R+
I- investissements et désinvestissements			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	600		- 110
Croissance interne			
Acquisitions / cessions d'immobilisations incorporelles	32 274		- 5 318
Acquisitions / cessions d'immobilisations corporelles	37 800	355	- 36 748
Croissance externe			
Acquisitions / cessions d'immobilisations financières	9 947	6 459	- 4 008
Investissement total	80 621	6 814	46 184
II- variation du besoin de financement d'exploitation	0	6 884	+ 1 432
A- Emplois économiques à financer	80 621	13 698	- 44 752
III- Emplois / ressources (B.F ; H.A.O)		2 167	+ 926
IV- Emplois financiers contraints			
Remboursement (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières	8 522		- 3 839
B- Emplois totaux à financer	89 143	15 865	- 47 665
V- Financement interne			
Dépenses (emplois) / CAFG (ressources)	29 000	76 694	+ 46 771
VI- Financement par les capitaux propres			
Augmentation du capital par apports nouveaux		2 752	
Provision d'investissement		0	+ 25
Prélèvement sur le capital			

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS CONSOLIDE

2^{ème} partie (suite)

(en millions de Fcfa)	Exercice 2002		Exercice 2001
	emplois	ressources	E- ; R+
VII- Financement par de nouveaux emprunts			
Emprunts		20 879	+ 17 742
Autres dettes financières			0
C- Ressources nettes de financement	29 000	100 325	+ 64 538
D- Excédent ou insuffisance de ressource de financement (C-B)	1 953	0	- 16 873
VIII- Variation de la trésorerie			
Trésorerie nette			
à la clôture de l'exercice + ou -	25 600		27 553
à l'ouverture de l'exercice + ou -	27 553		10 680
Variation trésorerie (+ si emploi; - si ressource)	0	1 953	16 873

Contrôle (à partir des masses du bilan N et N-1)	31/12/02 emplois	31/12/02 ressources
Variation du fonds de roulement (F.D.R)		
FDR (N) - FDR (N-1)	10 951	0
Variation du BFG		
BFG (N) - BFG (N-1)	0	8 998
Variation de la trésorerie (T)		
T (N) - T (N-1)		1 953
Total	10 951	10 951

TABLEAU DE VARIATION DE CAPITAUX PROPRES

<i>en millions de Fcfa</i>	Solde initial avant répartition	apports en nature	Capital social émission d'avis apports en numéraires	incorporat. de réserves	diminution	Autres postes		Virements Compte à Compte	Solde Final après Répartition
						augmentation	diminution		
Capital	50 000								50 000
Primes d'émission, fusion, apport			2 752						2 752
Ecart de réévaluation									0
Réserve légale	10 000								10 000
Réserves statutaires et contractuelles									0
Autres réserves	96 190							19 987	116 177
Report à nouveau									0
Résultat exercice précédent en instance d'affectation	47 451						- 29 000	- 18 451	0
Résultat de l'exercice	0					46 488			46 488
Subventions d'investissement	0								0
Provisions réglementées	0								0
Total	203 641	0	2 752	0	0	46 488	-29 000	1 536	225 417

TABLEAU DE VARIATION ET DETAIL DES DETTES CONSOLIDEES

<i>en millions de Fcfa</i>	Solde début exercice	Dettes contractées	remboursement	incorporation au capital	Ecart conversion N et S	Solde fin exercice	Sureté réelle donnée en garantie sur les dettes
Emprunts obligataires convertibles							
Autres emprunts obligataires							
Emprunts et dettes établissements de crédit	37 206	18 915	6 749			49 372	
Emprunts et dettes financières diverses	15 315	1 963	1 773			15 505	
Total	52 521	20 878	8 522	0	0	64 877	

ETAT DES ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

Engagements	
	donnés reçus
Engagements de garantie	
Assortis de suretés réelles	
Autres engagements de garantie	3 608 22 579
Engagements réciproques	
En matière de crédit-bail	
Commandes fermes	

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABLEAU DE VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions de Fcfa)	Exercice 2002		Exercice 2001	
	total ventes	% du C.A	total ventes	% du C.A
A- Répartition des ventes par activités				
Téléphonie fixe	120 864	74,18%	117 720	79,43%
Téléphonie Mobile	32 842	20,16%	22 920	15,46%
Télécarte publiphone	266	0,16%	438	0,30%
Télex/télégraphe	117	0,07%	275	0,19%
SENPAC	375	0,23%	562	0,38%
Liaisons spécialisées	4 331	2,66%	2 341	1,58%
Ventes terminaux	821	0,50%	1 150	0,78%
Internet	0	0,00%	269	0,18%
Interconnexion	874	0,54%	762	0,51%
Divers produits	953	0,59%	1 214	0,82%
Autres produits accessoires	1 488	0,91%	562	0,38%
Total	162 931	100%	148 213	100%
B- Répartition des ventes par zones géographiques				
Afrique (U.E.M.O.A.)	125 275	76,89%	109 678	74,00%
Afrique (hors U.E.M.O.A.)	646	0,40%	4 726	3,19%
Asie	3	0,02%	147	0,10%
Amérique	15 884	9,75%	12 179	8,22%
Europe	21 123	12,94%	21 483	14,49%
Total	162 931	100%	148 213	100%

ANALYSE DE L'EFFECTIF MOYEN DU GROUPE PAR GRANDES CATEGORIES

(en millions de Fcfa)	Exercice 2002		Exercice 2001	
	effectifs	masse salariale en millions de Fcfa	effectifs	masse salariale en millions de Fcfa
Personnel Salarié	1 581	17 501	1 534	16 459
Dirigeants et cadres supérieurs	409	4 247	348	3 717
Cadres moyens	503	5 691	401	4 308
Agents de maîtrise	461	5 278	576	6 188
Employés et ouvriers	208	2 285	209	2 246
Personnel mis à la disposition de l'entreprise	5	226	3	249
Personnel intérimaire	0	726	0	709
Total	1 586	18 453	1 537	17 417

Annexe aux états financiers consolidés

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Principes de consolidation

Les sociétés sous contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le périmètre de consolidation englobe la Sonatel SA et Sonatel-Mobiles filiale à 100% de Sonatel SA et IKATEL filiale à 89,41%

Présentation des Etats financiers

Les états financiers sont présentés selon le modèle SYSCOA:

- Bilan, Comptes de résultat, tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE).

Base d'établissement des états financiers

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques et présentés selon les principes et méthodes généralement admis au Sénégal. Ils sont conformes aux prescriptions du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998.

Frais et valeurs incorporelles immobilisées

Les frais financiers se rapportant à des emprunts octroyés pour le financement des grands projets d'investissements et supportés durant la période de réalisation de ceux-ci jusqu'à la fin des travaux sont immobilisés. Ils sont amortis sur une durée de cinq (5) ans.

Les logiciels "dissociés" (qui font l'objet d'une facturation distincte du matériel informatique) sont également immobilisés et amortis sur une durée de vie estimée à cinq (5) ou trois (3) ans.

Les différences de change à répartir sont évaluées conformément aux principes sur les opérations en devises.

Ecarts d'acquisition

Il correspond à la valeur du fond commercial de l'activité Mobile. Il n'est pas amorti

Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais d'approche et amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée de vie estimée comme suit:

• Construction	20 ans
• Travaux de mis en valeur des terres	40 ans
• Mobilier, matériel de bureau et de logement	10 ans
• Agencements, aménagements, Installations	08 ans
• Matériel de transport	3 et 5 ans
• Matériel d'exploitation:	
Commutation	10 an
Transmission	10 an
Lignes et réseaux	10 an
Energie	08 an
Appareils de mesure	08 an
• Autres immobilisations	5 et 10 an

Les immobilisations en cours sont enregistrées à leur coût d'acquisition et sont reclassées en immobilisations définitives à la mise en service.

Autres valeurs immobilisées

Elles concernent les avances et acomptes sur commandes d'immobilisations, les prêts habitats et véhicules ; personnel, le prêt de l'Etat au personnel pour l'acquisition d'actions de la Société (10 %), les dépôts et cautionnements payés sur les abonnements d'eau et d'électricité mais aussi des loyers d'avance, les titres d'Etat PBE(*) et les titres de participation.

Ces immobilisations sont enregistrées et évaluées à leur coût historique.

Sur les titres, des provisions pour dépréciation sont opérées lorsque la valeur à la clôture est inférieure au coût historique.

La valeur à la clôture est soit le cours boursier pour les titres cotés, soit la valeur de l'actif net pour les titres non cotés.

PBE(*): Prélèvement pour le Budget de l'Etat

Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré des achats.

Les valeurs retenues pour les achats locaux correspondent au coût réel ferme et non révisable figurant en annexe des contrats de marché.

Le coût d'achat des produits importés correspond à la valeur des marchés majorée des droits de douane et frais de transit.

Les provisions pour dépréciations sont constituées avec la formule suivante:

$$\text{Taux de dépréciation} = \frac{\text{Stock final - Moyenne des consommations des 3 dernières années}}{\text{Stock Final}}$$

L'application de la formule de dépréciation des stocks a été réaménagée pour tenir compte de la connaissance qu'a le responsable de la gestion des stocks de la rotation ou de l'obsolescence effective de chaque article.

Créances

1. Comptabilisation des prestations aux clients locaux

Les prestations sur les clients locaux sont facturées en Fcfa à la date d'émission de la facture et comptabilisées dans les comptes 41.

Les prestations non encore facturées à la date de clôture sont comptabilisées dans les comptes 418:

Produits à recevoir.

Les créances douteuses sur les clients privés sont dépréciées ainsi:

- Pour le fixe plus d'un an d'ancienneté 100%,
- Pour le Mobile plus de 90 jours d'ancienneté 100%.

2. Comptabilisation des produits du trafic international

Les balances de trafic sont établies mensuellement, bimestriellement ou trimestriellement sur la base des décomptes enregistrés après acceptation par le correspondant étranger concerné dans un compte de débiteur ou créiteur divers en fonction du solde des opérations du mois, du bimestre ou du trimestre.

En fin d'année, une provision est calculée pour l'ensemble des balances de trafic non encore acceptées. Elle est comptabilisée en 4747 (produits à recevoir) lorsque le solde est en faveur de la Sonatel et en charges à payer dans le cas contraire dans les comptes débiteurs et créditeurs divers (4746).

Les balances de trafic en devises sont converties au cours du jour de leur comptabilisation. Les différences de change apparaissant lors du règlement d'une échéance sont passées en pertes ou profits de change.

Les balances de trafic établies en devises sont réactualisées au cours en vigueur à la clôture de l'exercice lorsqu'elles ne sont pas réglées et les différences de change sont traitées comme suit:

- les pertes de change potentielles sont comptabilisées dans les charges de l'exercice,
- les profits de change latents ne sont pas comptabilisés en produits.

Les écarts de conversion sont constatés dans le bilan dans les comptes 478 ou 479 "écart de conversion".

Les créances sur les correspondants sont dépréciées au cas par cas en fonction de la solvabilité du correspondant.

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Opérations en Devise

Les comptes en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice et les montants ainsi obtenus sont rapprochés avec les valeurs comptabilisées sur la base des cours des devises à la date de réalisation des opérations. Les écarts constatés sont traités comme suit:

• Au Bilan

- Les gains de change potentiels ne sont pas comptabilisés en produits mais constatés dans les comptes 478 ou 479 (écart de conversion) au bilan.

• Au Compte de Résultat

- Les pertes de change latentes sur les opérations à plus d'un an sont comptabilisées au passif dans un compte "provisions pour pertes de change" et la contrepartie est inscrite à l'actif du bilan dans le compte 478 "différence de change".

- Les pertes de change latentes sur opération à moins d'un an sont comptabilisées dans le compte 679 par le crédit du compte 499.

- Les pertes sur les comptes de trésorerie sont passées dans le compte de résultat par la contrepartie du compte de Trésorerie.

Provisions pour pertes et charges

1. Litiges

Tous les risques éventuels sur les litiges avec des tiers sont provisionnés selon les informations fournies par les services juridiques de la Société. Les provisions sans objet sont rapportées au résultat.

2. Indemnités de départ à la retraite

Les indemnités dues au personnel lors du départ à la retraite ou dans un cadre contractuel font l'objet d'une provision pour pertes et charges.

Provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel (PROM)

La société bénéficie d'une autorisation administrative pour la constitution de la PROM. Cette autorisation demeure jusqu'à la fin du monopole sur le téléphone fixe.

Cette provision est constituée selon les dispositions fiscales en vigueur au Sénégal. Elle est déterminée à partir d'une formule qui prend en compte les indices officiels de variation des prix de gros publiés par le Ministère chargé des Finances.

En consolidation, la dotation de l'exercice est annulée et le solde du compte est passé en réserves réglementées.

Les Subventions d'investissements

Elles sont transférées au compte de régularisation passif conformément à la norme n° 20 de l'IASC.

La quote-part amortie de l'exercice est dans le compte de résultat.

Les impôts différés: des écritures d'impôts différés ont été passées pour annuler l'effet du décalage temporaire des charges et produits dû à des considérations fiscales. La méthode du report variable a été appliquée.

*Etats
financiers
résumés*

Sonatel SA

ETATS FINANCIERS RESUME SONATEL S.A.

BILAN RESUME - ACTIF

DÉNOMINATION SOCIALE DE L'ENTREPRISE: SONATEL S.A.
 ADRESSE: 6 RUE WAGANE DIOUF - DAKAR - PLATEAU
 N° D'IDENTIFICATION FISCALE: 0018061-2G3

SIGLE USUEL: SONATEL S.A.
 EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002
 DURÉE (EN MOIS): 12

Actif en millions de Fcfa	Brut	Amortissement provision	Net au 31/12/2002	Net au 31/12/2001
ACTIF IMMOBILISÉ				
Charges immobilisées	458		458	1 155
Frais d'établissement et charges à répartir	458		458	1 155
Prime de remboursement des obligations	0		0	0
Immobilisations incorporelles	8 899	3 245	5 654	4 416
Frais de recherche et de développement	78	46	32	35
Brevets, licences, logiciels	8 821	3 199	5 622	4 381
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	359 899	186 407	173 492	173 952
Terrains	1 567	125	1 442	1 447
Bâtiments	19 303	8 465	10 838	9 095
Installations et agencements	7 017	4 206	2 811	2 446
Matériels	325 791	168 621	157 170	159 269
Matériels de transport	6 221	4 990	1 231	1 695
Avances et acomptes versés sur immobilisations	3 251	0	3 251	6 346
Immobilisations financières	44 380	1 100	43 280	20 821
Titres de participation	37 358	924	36 434	11 507
Autres Immobilisations financières	7 022	176	6 846	9 314
Total actif immobilisé (I)	416 887	190 752	226 135	206 690
ACTIF CIRCULANT				
Actif circulant H.A.O.	177	0	177	0
Stocks	5 138	1 058	4 080	5 618
Marchandises	0	0	0	0
Matières premières et autres approvisionnements	5 138	1 058	4 080	5 618
En-cours	0	0	0	0
Produits fabriqués	0	0	0	0
Créances et emplois assimilés	113 298	23 889	89 409	102 094
Fournisseurs - Avances versées	70	37	33	421
Clients	63 251	19 296	43 955	50 704
Autres créances	49 977	4 556	45 421	50 969
Total actif circulant (II)	118 613	24 947	93 666	107 712
Trésorerie-actif				
Titres de placement	4 898	1 117	3 781	3 862
Valeur à encaisser	427	0	427	88
Banques, chèques postaux, caisse	25 372	564	24 808	24 132
Total trésorerie-actif (III)	30 697	1 681	29 016	28 082
Ecart de conversion-actif (IV) (perte probable de change)	1 010		1 010	161
Total général (I + II + III + IV)	567 207	217 380	349 827	342 645

BILAN RESUME - PASSIF

DENOMINATION SOCIALE DE L'ENTREPRISE: SONATEL S.A.
 ADRESSE: 6 RUE WAGANE DIOUF - DAKAR - PLATEAU
 N° D'IDENTIFICATION FISCALE: 0018061-2G3

SIGLE USUEL: SONATEL S.A.
 EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2002
 DURÉE (EN MOIS): 12

Passif (avant répartition) en millions de Fcfa

	Exercice 2002	Exercice 2001
Capitaux propres et ressources assimilées	50 000	50 000
Capital	0	0
Actionnaires, capital non appelé	103 523	85 582
Primes et réserves	0	0
Primes d'apport, d'émission, de fusion	0	0
Ecart de réévaluation	10 000	10 000
Réserves indisponibles	93 523	75 582
Réserves libres	0	0
Report à nouveau	38 119	42 297
Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	11 433	16 165
Autres capitaux propres	419	507
Subventions d'investissement	11 014	15 658
Provisions réglementées et fonds assimilés	203 075	194 044
Total capitaux propres (I)	203 075	194 044
Dettes financières et ressources assimilées (I)	31 366	25 621
Emprunts	0	0
Dettes de crédit bail et contrats assimilés	24 098	24 119
Dettes financières diverses	7 853	11 140
Provisions financières pour risques et charges dont HAO	63 314	60 880
Total dettes financières (II)	266 389	254 924
Total ressources stables (I + II)	266 389	254 924
Passif circulant	10 577	12 265
Dettes circulantes et ressources assimilées HAO	32	0
Clients - avances reçues	11 740	20 231
Fournisseurs d'exploitation	20 909	26 039
Dettes fiscales	4 848	4 684
Dettes sociales	28 949	19 723
Autres dettes	1 137	34
Risques provisionnés	78 192	82 976
Total passif circulant (III)	78 192	82 976
Trésorerie-passif	0	0
Banques - crédits d'escompte	0	0
Banques - crédits de trésorerie	4 038	3 373
Banques - découverts	4 038	3 373
Total trésorerie-passif (IV)	4 038	3 373
Ecart de conversion-passif (V) (gain probable de change)	1 208	1 372
Total général (I + II + III + IV + V)	349 827	342 645

ETATS FINANCIERS RESUME SONATEL S.A.

COMPTE DE RESULTAT RESUME

(en millions de Fcfa)

	Exercice 2002	Exercice 2001
Travaux services vendus	143 099	135 670
Produits accessoires	3 670	4 097
Chiffre d'affaires	146 769	139 767
Autres produits	2 405	4 481
Autres achats	7 856	9 725
Variation de stocks	- 248	- 801
Transport	263	274
Services extérieurs	41 191	30 855
Impôts et taxes	3 865	2 202
Autres charges	5 259	7 626
Valeur ajoutée	90 988	94 367
Charge de personnel	16 542	15 988
Excédent brut d'exploitation	74 446	78 379
Reprises de provisions	3 151	0
Transfert de charges	1 538	1 815
Total des produits d'exploitation	153 863	146 063
Dotations aux amortissements et aux provisions	27 450	28 512
Résultat d'exploitation	51 685	51 682
Frais financiers	4 159	2 730
Pertes de change	1 132	561
Dotations aux amortissements et aux provisions	617	431
Total des charges financières	5 908	3 722
Revenus financiers	4 659	9 911
Gains de change	441	174
Reprise de provision	130	62
Transferts de charges	30	6
Total des produits financiers	5 260	10 153
Résultat financier	-648	6 431
Total des produits des Activités Ordinaires	159 123	156 216
Résultat des Activités Ordinaires	51 037	58 113
Valeur comptable des cessions d'immobilisations	3 057	35
Charges H.A.O.	491	335
Dotations H.A.O.	24	2 129
Total des charges H.A.O.	3 572	2 499
Produits des cessions d'immobilisations	3 113	51
Produits H.A.O.	0	0
Reprises H.A.O.	187	275
Transferts de charges	0	0
Total des produits H.A.O.	3 300	326
Résultat H.A.O.	- 272	- 2 173
Participation des travailleurs	0	0
Impôts sur le résultat	12 646	13 643
Total général des produits	162 423	156 542
Résultat net	38 119	42 297

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAIRE

1^{ère} partie: Détermination des soldes financiers de l'exercice 2002

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (CAFG)

(en millions de Fcfa)

- Charges décaissables restantes CAFG = EBE (à l'exclusion des cessions d'actif immobilisé)
+ Produits encaissables restants

	montant		montant
		E.B.E	74 445
Frais financiers	4 159	Transfert de charges d'exploitation	1 538
Perte de change	1 132	Revenus financiers	4 659
Charges H.A.O	491	Transferts de charges financières	30
Participation	0	Gains de change	441
Impôt sur le résultat	12 646	Produits H.A.O	0
		Transfert de charges H.A.O	0
Total (I)	18 428	Total (II)	81 113
CAFG: Total (II) - Total (I)	62 685		

AUTOFINANCEMENT (AF)

(en millions de Fcfa)

Dividendes distribués dans l'exercice	29 000
AF = CAFG - distribution de dividendes dans l'exercice (1)	33 685

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (BFE)

Var. BFE = Var. stocks (2) + Var. créances (2) + Var. dettes circulantes (2)

(en millions de Fcfa)

Variation des stocks N - (N-1)	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
Marchandises	0	
Matières premières	0	1 537
En-cours	0	
Produits fabriqués	0	
(A) Variation globale nette des stocks	0	1 537

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes

(2) A l'exclusion des éléments HAO

ETATS FINANCIERS SONATEL S.A
TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRI
1^{ère} partie: Détermination des soldes financiers de l'exercice 20

VARIATION DES CREANCES

(en millions de Fcfa)

<i>Variation des créances N-(N-1)</i>	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
Fournisseurs, avances versées	0	388
Clients	0	6 751
Autres créances	0	5 547
Ecart de conversion - ACTIF	849	0
(B) Variation globale nette des créances	0	11 837

<i>Variation des dettes N-(N-1)</i>	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
Clients, avances reçues	0	32
Fournisseurs d'exploitation	8 491	0
Dettes fiscales	5 130	0
Dettes sociales	0	165
Autres dettes	0	9 225
Risques provisionnés	0	1 103
Ecart de conversion - PASSIF	164	0
(C) Variation globale nette de dettes circulantes	3 260	

VARIATION DU BFE = A + B - C	0	10 114
-------------------------------------	----------	---------------

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (ETE)

ETE = EBE - Variation BFE - Production Immobilisée

	Exercice 2002	Exercice 2001
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	74 445	78 378
- variation du BFE	10 114	- 6 334
- production immobilisée	0	0
Excédent de trésorerie d'exploitation (ETE)	84 559	72 044

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRE

2^{ème} partie

(en millions de Fcfa)		Exercice 2002 emplois ressources	Exercice 2001 E- ; R+
I- investissements et désinvestissements			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	0		108
Croissance interne			
Acquisitions / cessions d'immobilisations incorporelles	1 266	0	3 737
Acquisitions / cessions d'immobilisations corporelles	23 311	355	26 842
Croissance externe			
Acquisitions / cessions d'immobilisations financières	29 463	6 299	3 029
Investissement total	54 040	6 654	33 716
II- variation du besoin de financement d'exploitation (cf. Supra:Var.B.F.E.)			6 334
A- Emplois économiques à financer		54 040	40 050
III- Emplois / ressources (B.F ; H.A.O)		1 865	-147
IV- Emplois financiers contraints (1)		4 607	3 626
Remboursement (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières			
(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
B- Emplois totaux à financer		43 744	43 529
V- Financement interne			
Dividendes (emplois) / CAFG (ressources)	29 000	62 685	44 015
VI- Financement par les capitaux propres			
Augmentation du capital par apports nouveaux		0	0
Subvention d'investissement		0	25
Prélèvement sur le capital (Y compris retraits de l'exploitant)	0		0

ETATS FINANCIERS SONATEL S.A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIR

2^{ème} partie (suite)

VARIATION DES CREANCES

(en millions de Fcfa)	Exercice 2002		Exercice 2001
	emplois	ressources	E- ; R+
VII- Financement par de nouveaux emprunts			
Emprunts (2)	0	10 328	15 597
Autres dettes financières (2)	0	0	0
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
C- Ressources nettes de financement	29 000	73 013	59 637
D- Excédent ou insuffisance de ressources de financement (C-B)	0	269	16 108
VIII- Variation de la trésorerie			
Trésorerie nette			
à la clôture de l'exercice + ou -			
à l'ouverture de l'exercice + ou -			
Variation trésorerie (+ si emploi; - si ressource)	269	0	16 108

Contrôle: D = VIII avec signe opposé

I, IV, V, VI, VII: en terme de flux; II, III, VIII: différences "bilantielles"

Contrôle (à partir des masses des bilans N et N-1)	31/12/02 emplois	ressources
Variation du fonds de roulement (F.D.R)		
FDR (N) - FDR (N-1)	7 980	0
Variation du BFG		
BFG (N) - BFG (N-1)	0	8 249
Variation de la trésorerie (T)		
T (N) - T (N-1)	269	0
Total	8 249	8 249

ETATS ANNEXES

TABLEAUX I A II SYSCOA

TABLEAU N° I • TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS

Libellés (en millions de F cfa)	Solde au 31/01/01	acquisitions	reclassements	Sorties	Solde au 31/12/02
Frais d'entrée en bourse	0	0			0
Frais immobilisés	285	0	3	158	130
Frais sur plusieurs exercices	869		0	542	327
Charges immobilisées	1 154	0	3	700	457
Etudes et recherches	72	5			77
Brevets et recherches	130	12			142
Logiciels informatiques	2 575	288	5 421		28 284
Recherches développement en cours	0				0
Logiciels en cours	3 521	961	-4 087		395
Immobilisations incorporelles	6 298	1 266	1 334		8 898
Terrains nus	193	3			196
Terrains	601	177			778
Mise en valeur des terrains	394	0	2		396
Aménagement terrains nus en cours	375	-177		0	198
Terrains	1 563	3	2		1 568
Bâtiments industriels	6 246	1	695		6 942
Bâtiments administratifs et commerciaux	6 809	2	3 097		9 908
Logements et immos de rapport	1 647	0			1 647
Pistes et routes	128	0			128
Autres ouvrages d'infrastructure	418	42			460
Installations générales bureaux	4 142	8			4 150
Aménagement bureaux	24		0		24
Autres aménagements, agencement, installation	1 956	830	54		2 840
Bâtiments en cours	1 474	2 163	-3 422		215
Agencement installation bureaux en cours	22	15	-34		3
Ouvrages d'infrastructure en cours	230	31	-256		5
Bâtiments inst. tech. et agencement	23 096	3 092	134		26 322
Matériel commutation Sonatel	55 803	578	81		56 425
Matériel commutation public	463	1 183	199		1 845
Matériel transmission	84 408	3 071	6 608		92 978
Matériel lignes et réseaux accès	0	980	144		1 124
Matériel lignes et réseaux public	116 926	102	4 248	79	121 197
Matériel lignes et réseaux Sonatel	2 655	0	0		2 655
Matériel énergie	16 605	1 480	789	0	18 874
Appareils	1 289	111	10		1 400
Autres matériels d'exploitation	4 241	-26	87		4 302
Matériel d'exploitation	282 390	7 479	12 156	1 225	300 800
Matériel de bureau	2 245	80			2 325
Matériel informatique technique	6 137	279	146	97	6 465
Matériel informatique bureau	2 561	315	8	22	2 862
Mobilier de bureau	1 617	95	0		1 712
Matériel de logement	13				13
Mobilier de logement	35	0			35
Matériel et mobilier	12 608	769	154	119	13 412
Véhicules légers	6 142	381		446	6 077
Cyclomoteurs	143	2		0	145
Matériel de transport	6 285	383	0	446	6 222
Autres immobilisations diverses	1 417	122	21		1 560
Autres immobilisations diverses	1 417	122	21		1 560
Matériel d'exploitation en cours	5 900	9 946	-9 436		6 413
Matériel de commutation en cours public	1 730	308	-66		1 972
Matériel de transmission en cours	251	1 088	-145		1 194
Matériel Lignes et Réseaux en cours	0	0	0		0
Matériel Energie en cours	23	127	-72		78
Autres Matériel d'exploitation en cours	227	-151	-42		34
Matériel Informatique de bureau en cours	0	0	0		0
Mobiliers de bureau logement en cours	0	0	0		0
Mobiliers de bureau en cours	0	0	0		0
Matériel transport en cours	0	0	0		0
Agencement, aménagement en cours	0	0	0		0
Autres immobilisations en cours	3	0	0		3
Douane sur immobilisations en cours	587	96	-406		277
Autres Matériel d'exploitation en cours	0	46			46
Matériel en cours	8 721	11 463	- 10 167	0	10 017
Avances, acomptes logiciels	0	158	-2		156
Avances sur bâtiments	791	-661	-115		15
Avances et acomptes sur ouvrages infrastructures	0	9			9
Avances sur matériel d'exploitation	5 554	1 021	-3 504		3 071
Avances sur mobilier, matériel de bureau, logement	0	0			0
Avances sur matériel de transport	0				0
Avances acomptes sur autres immobilisations	0	16	-16	0	0
Avances et acomptes/immo.	6 345	543	- 3 637	0	3 251
Total général	349 877	25 120	0	2 490	372 507

ETATS ANNEXES

TABLEAUX I A II SYSCOA

TABLEAU N° 2 • TABLEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS

(en millions de Fcfa)

Libellés	Solde de début au 01/01/02	Augmentations reprises	Diminutions cessions	Solde de clôture au 31/12/02
Amortissement recherche développement	37	9		46
Amortissement brevet, licence	49	25		74
Amortissement logiciels	1 795	1 330		3 125
Total 281	1 881	1 364		3 245
Amortissement travaux de mise en valeur	116	10		126
Total 282	116	10		126
Amortissement bâtiment administratif et commercial	6 646	446		7 092
Amortissement logement personnel	1 113	116		1 229
Amortissement agencement installation bureau	3 160	267		3 427
Amortissement pistes et routes	61	4		65
Amortissement autres ouvrages d'infrastructures	35	45		80
Amortissement autres agencements aménagement installation	538	240		778
Total 283	11 553	1 118	0	12 671
Amortissement matériel de commutation Sonatel	28 250	4 510	48	32 712
Amortissement matériel de commutation public	369	25		394
Amortissement matériel de transmission	47 250	6 411	1 110	52 551
Amortissement matériel L & R public	46 353	9 991	237	56 107
Amortissement matériel L & R Sonatel	2 114	113		2 227
Amortissement matériel d'énergie	8 743	1 310	0	10 053
Amortissement autres matériels d'exploitation	3 645	203	160	3 688
Total 2841	136 724	22 563	0	157 732
Amortissement mobilier de bureau	1 081	105		1 186
Amortissement mobilier logement	26	3		26
Amortissement matériel de bureau	1 347	172		1 519
Amortissement matériel de logement	12	0		12
Amortissement matériel informatique technique	3 922	621	7	4 536
Amortissement matériel informatique de bureau	1 336	430	17	1 749
Total 2844	7 724	1 331	24	9 031
Amortissement véhicules légers	4 497	752	369	4 880
Amortissement véhicules lourds	16	-16		0
Amortissement cyclomoteurs	76	33	0	109
Total 2845	4 589	769	369	4 989
Amortissement aménagement, agencement, installation	0			
Total 2847	0			
Amortissement appareils	495	277		772
Amortissement autres immobilisations diverses	926	160		1 086
Total 2848	1 421	437		1 858
Total général	164 008	27 592	1 948	189 652

ETATS ANNEXES

TABLEAUX I A II SYSCOA

TABLEAU N° 3 • PLUS VALUES ET MOINS VALUES DE CESSION

(en millions de Fcfa)

	Montant brut A	Amortissements pratiques B	Valeur nette comptable C = A - B	Prix de cession D	Plus ou moins valeur de cession E = D - C
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	
Immobilisations corporelles	1 790	1 948	- 158	355	513
Immobilisations financières	2 778	0	2 778	2 758	- 20
Total	4 568	1 948	2 620	3 113	493

TABLEAU N° 4 • PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

(en millions de Fcfa)

Nature	A Provisions à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations: dotations			C Diminution: reprises			D = A + B - C Provisions à la clôture de l'exercice
		exploitation	financière	H.A.O.	exploitation	financière	H.A.O.	
Provisions réglementées	15 658	0		0	4 644		0	11 014
Provisions financières pour risques et charges	11 140	59		0	3 346		0	7 853
Provisions pour dépréciation des immobilisations	958	176		0	34		0	1 100
Total (I)	27 756	235	0	0	8 024	0	0	19 967
Dépréciations des stocks	606	452		0	0			1 058
Dépréciations et risques provisionnés (tiers)	20 414	4 689		0	246		0	24 857
Dépréciations et risques provisionnés (trésorerie)	1 681	0	169		0	0		1 850
Total (II)	22 701	5 141	169	0	246	0	0	27 765
Total général (I + II)	510 457	5 376	169	0	8 270	0	0	47 732

TABLEAU N° 5 • BIENS PRIS EN CREDIT-BAIL ET CONTRATS ASSIMILES

NEANT

ETATS ANNEXES

TABLEAUX I A II SYSCOA

TABLEAU N°6 • ECHEANCES DE CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

(en millions de Fcfa)
Créances

(en millions de Fcfa)

Créances	Montant brut	Analyse par échéance				Autres analyses		
		à 1 an au plus	dont échu	à + d'1 an et 2 ans au plus	à plus de 2 ans	montant en devise	montant envers les entreprises liées	montant représentés par effet
Créances de l'actif immobilisé (I)	7 022	1 791	0	1 791	3 439	0	0	0
27Prêts (1)	7 022	1 791	0	1 791	3 439	0	0	0
26Créances rattachées à des participations	0	0	0	0	0	0	0	0
27Autres Immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances de l'actif circulant (II)	114 484	114 484	0	0	0	0	0	0
40 Fournisseurs	70	70	0	0	0	0	0	0
41Clients & Comptes rattachés	63 250	63 250	0	0	0	0	0	0
42 Personnel	1 297	1 297	0	0	0	0	0	0
43 S.S. & autres organismes sociaux	0	0	0	0	0	0	0	0
44Etat	5 536	5 536	0	0	0	0	0	0
45Organismes internationaux	10	10	0	0	0	0	0	0
46Associés/groupes	1 501	1 501	0	0	0	0	0	0
47Débiteurs divers	42 586	42 586	0	0	0	0	0	0
48Créances H.A.O.	177	177	0	0	0	0	0	0
474/476 Charges constatées d'avance	57	57	0	0	0	0	0	0
Total (I) + (II)	121 506	116 275	0	1 791	3 439	0	0	0

(1) prêts accordés en cours d'exercice
remboursements obtenus en cours d'exercice

1 240
3 540

TABLEAU N°7 • ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

(en millions de Fcfa)

(en millions de Fcfa)

	Analyse par échéance					Autres analyses		
Montant brut	à 1 an au plus		à + d'1 an et 2 ans au plus	à plus de 2 ans	montant en devise	montant envers les entreprises liées	montant représentés par effet	
	31/12/2002	dont échus						
Dettes financières et ressources assimilées								
..... Emprunt obligataire convertible (1)	0	0	0	0	0	0	0	
..... Autres emprunts obligataires (1)	12 394	394	0	0	12 000	0	0	
..... Emp. et dettes des Ets de crédit (1)	18 969	2 966	0	4 641	11 362	0	0	
..... Autres dettes financières (1) (2)	24 098	1 349	0	11 093	11 656	0	0	
Total (I)	55 461	4 709	0	15 734	35 018	0	0	
..... Dettes de crédit-bail immobilier	0	0	0	0	0	0	0	
..... Dettes de crédit-bail mobilier	0	0	0	0	0	0	0	
..... Dettes sur contrats assimilés	0	0	0	0	0	0	0	
Total (II)	0	0	0	0	0	0	0	
Dettes passif circulant								
..... Fournisseurs et comptes rattachés	11 739	11 739	0	0	0	0	0	
..... Clients	32	32	0	0	0	0	0	
..... Personnel	4 653	4 653	0	0	0	0	0	
..... Sécurité sociale et organismes sociaux	196	196	0	0	0	0	0	
..... Etat	20 909	20 909	0	0	0	0	0	
..... Organismes internationaux	0	0	0	0	0	0	0	
..... Associés/groupe	687	687	0	0	0	0	0	
..... Créditeurs divers	29 470	29 470	0	0	0	0	0	
..... Dettes H.A.O.	10 577	10 577	0	0	0	0	0	
..... Produits constatés d'avance	0	0	0	0	0	0	0	
Total (III)	78 263	78 263	0	0	0	0	0	
Total général (I) + (II) + (III)	133 724	82 972	0	15 734	35 018	0	0	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice: 10.328 / Emprunts remboursés en cours d'exercice: 4.607
(2) Total des dettes envers les associés (personnes physiques)

ETATS ANNEXES

TABLEAUX I A II SYSCOA

TABLEAU N°8 • CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES DE L'EXERCICE

Nature (en millions de Fcfa)	N° de Compte	Montant
Eau	6051	53
Electricité	6052	1 401
Autres énergies	6053	0
Fournitures d'entretien non stockables	6054	2
Fournitures de bureau non stockables	6055	0
Petit matériel de bureau	6056	73
Transport pour le compte de tiers	613	0
Transport du personnel	614	157
Entretien, réparation des biens immobiliers	6241	362
Entretien, réparation des biens mobiliers	6242	112
Publicité, publications, relations publiques	627	258
Frais de télécommunications	628	34 391
Rémunération d'intermédiaires et de conseils	632	2 566

TABLEAU N°9 • REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES 5 DERNIERES ANNEES

(en millions de Fcfa, sauf indication contraire)

Exercices concernés (1)	2002	2001	2000	1999	1998
Nature des indications					
Structure du capital à la clôture de l'exercice (2)					
Capital social	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Actions ordinaires (en millions)	10	10	10	10	10
Actions à dividendes prioritaires (A.D. P) sans droit de vote	0	0	0	0	0
Actions nouvelles à émettre	0	0	0	0	0
par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
Opération de résultat de l'exercice (3)					
Chiffres d'affaires hors taxes	146 770	139 676	116 189	95 142	90 152
Résultats des activités ordinaires (R.A.O)	75 822	86 994	70 800	63 746	64 923
Hors dotations et reprises (exploitation et financières)	0	0	0	0	0
Participation des travailleurs aux bénéfices	0	0	0	0	0
Impôts sur le résultat	12 646	13 643	11 008	10 771	11 185
Résultat net (4)	38 119	42 297	35 260	36 700	36 246
Résultat par action					
Résultat distribué (5)	29 650	29 000	29 000	28 450	26 000
Dividende attribué à chaque action (en F CFA)	2 965	2 900	2 900	2 845	2 600
Personnel et politique salariale					
Effectif moyen des travailleurs au cours de l'exercice (6)	1 412	1 417	1 385	1 334	1 350
Effectif moyen de personnel extérieur	3	2	2	3	4
Masse salariale distribuée au cours de l'exercice (7)	14 685	13 860	14 072	11 160	10 346
Avantages sociaux distribués au cours de l'exercice (8)	1 491	1 632	1 110	1 214	1 111
(sécurité sociale, oeuvre sociale)					
Personnel extérieur facturé à l'entreprise (9)	366	496	550	151	320

(1) Y compris l'exercice dont les états financiers sont soumis à l'approbation de l'Assemblée

(2) Indication en cas de libération partielle du capital, du montant du capital non appelé

(3) Les éléments de cette rubrique sont ceux figurant au compte de résultat

(4) Le résultat, lorsqu'il est négatif, doit être mis entre parenthèses

(5) L'exercice correspond au dividende proposé du dernier exercice

(6) Personnel propre

(7) Total des comptes 661, 662, 663

(8) Total des comptes 664, 668

(9) Compte 667

ETATS ANNEXES

TABLEAUX I A II SYSCOA

TABLEAU N°10 • PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

Affectations	Montant (1)	Origines	Montant (1)
Réserve légale	0	report à nouveau antérieur (perte)	
Réserves statutaires ou contractuelles	0	report à nouveau antérieur (bénéfice)	
Autres réserves (disponibles)	8 469	résultat net de l'exercice	38 119
Dividendes (2)	29 650	prélèvement sur les réserves (3)	
Autres affectations			
Report à nouveau			
Total (A)	38 119	Contrôle: Total (A)= Total (B)	38 119

(1) Les montants négatifs sont à porter entre parenthèses ou précédés d'un signe (-)
 (2) S'il existe plusieurs catégories d'ayants droit aux dividendes, indiquer le montant pour chacune d'elles
 (3) Indiquer les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

TABLEAU N°11 • MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTERIEUR

1- PERSONNEL LOCAL

TABLEAU N° 1

1 - PERSONNEL LOCAL

	(en millions de Fcfa) masse salariale															
	effectifs															
	nationaux		autres états de l'UEMOA		hors UEMOA		total		nationaux		autres états de l'UEMOA		hors UEMOA		total	
Qualifications	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
1 - Cadres supérieurs	256	68			3	0	327	2 927	777				35	0	3 73	
2 - Techniciens supérieurs et cadres moyens	327	163					485	3 681	1 863						5 54	
3 - Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	301	109					410	3 441	1 246						4 68	
4 - Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	18	175					193	206	2 000						2 20	
Total (I)	897	515			3		1 415	10 255	5 886				35		16 17	
Permanents																
Saisonniers																

2- PERSONNEL EXTERIEUR

2- PERSONNEL EXTERIEUR	nationaux		autres états de l'UEMOA		hors UEMOA		total		Facturation à l'entreprise	
	M	F			M	F			M	F
1 - Cadres supérieurs										
2 - Techniciens supérieurs et cadres moyens										
3 - Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés								366		0
4 - Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis										
Total (II)								366		0
Permanents										
Saisonniers										
Total (I) + (II)	897	515			3			1 415		

M: masculin
F: féminin

*Annexe
aux états
financiers
de
Sonatel SA*

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

Présentation des Etats financiers

Les états financiers sont présentés selon le modèle SYSCOA:

- Bilan, Comptes de résultat, tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE).

Base d'établissement des états financiers

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques et présentés selon les principes et méthodes généralement admis au Sénégal. Ils sont conformes aux prescriptions du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998.

Frais et valeurs incorporelles immobilisées

Les frais financiers se rapportant à des emprunts octroyés pour le financement des grands projets d'investissements et supportés durant la période de réalisation de ceux-ci jusqu'à la fin des travaux sont immobilisés. Ils sont amortis sur une durée de cinq (5) ans.

Les logiciels "dissociés" (qui font l'objet d'une facturation distincte du matériel informatique) sont également immobilisés et amortis sur une durée de vie estimée à cinq (5) ou trois (3) ans.

Les différences de change à répartir sont évaluées conformément aux principes sur les opérations en devises.

Ecarts d'acquisition

Il correspond à la valeur du fond commercial de l'activité Mobile. Il n'est pas amorti

Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais d'approche et amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée de vie estimée comme suit:

- Construction 20 ans

- Travaux de mis en valeur des terres 40 ans
- Mobilier, matériel de bureau et de logement 10 ans
- Agencements, aménagements, Installations 08 ans
- Matériel de transport 3 et 5 ans
- Matériel d'exploitation:
 - Commutation 10 ans
 - Transmission 10 ans
 - Lignes et réseaux 10 ans
 - Energie 08 ans
 - Appareils de mesure 08 ans
- Autres immobilisations 5 et 10 ans

Les immobilisations en cours sont enregistrées à leur coût d'acquisition et sont reclassées en immobilisation définitive à la mise en service.

Autres valeurs immobilisées

Elles concernent les avances et acomptes sur commande d'immobilisations, les prêts habitats et véhicule au personnel, le prêt de l'Etat au personnel pour l'acquisition d'actions de la Société (10 %), les dépôts et cautionnement payés sur les abonnements d'eau et d'électricité mais aussi des loyers d'avance, les titres d'états PBE(*) et les titres de participation.

Ces immobilisations sont enregistrées et évaluées au coût historique.

Sur les titres, des provisions pour dépréciation sont opérées lorsque la valeur à la clôture est inférieure au coût historique.

La valeur à la clôture est soit le cours boursier pour les titres cotés, soit la valeur de l'actif net pour les titres non cotés.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré des achats.

Les valeurs retenues pour les achats locaux correspondent au coût réel ferme et non révisable figurant en annexe des contrats de marché.

Le coût d'achat des produits importés correspond à la valeur des marchés majorée des droits de douane et frais de transit.

Les provisions pour dépréciations sont constituées avec la formule suivante:

$$\text{Taux de dépréciation} = \frac{\text{Stock final} - \text{Moyenne des consommations des 3 dernières années}}{\text{Stock Final}}$$

L'application de la formule de dépréciation des stocks a été réaménagée pour tenir compte de la connaissance qu'a le responsable de la gestion des stocks de la rotation ou de l'obsolescence effective de chaque article.

Créances

1. Comptabilisation des prestations aux clients locaux

Les prestations sur les clients locaux sont facturées en Fcfa à la date d'émission de la facture et comptabilisées dans les comptes 41.

Les prestations non encore facturées à la date de clôture sont comptabilisées dans les comptes 418:

Produits à recevoir.

Les créances douteuses sur les clients privés sont dépréciées ainsi:

- Pour le fixe plus d'un an d'ancienneté 100%,
- Pour le Mobile plus de 90 jours d'ancienneté 100%.

2. Comptabilisation des produits du trafic international

Les balances de trafic sont établies mensuellement, bimestriellement ou trimestriellement sur la base des décomptes enregistrés après acceptation par le correspondant étranger concerné dans un compte de débiteur ou créateur divers en fonction du solde des opérations du mois, du bimestre ou du trimestre.

En fin d'année, une provision est calculée pour l'ensemble des balances de trafic non encore acceptées. Elle est comptabilisée en 4747 (produits à recevoir) lorsque le solde est en faveur de la Sonatel et en charges à payer dans le cas contraire dans les comptes débiteurs et créateurs divers (4746).

Les balances de trafic en devises sont converties au cours du jour de leur comptabilisation. Les différences de change apparaissant lors du règlement d'une échéance sont passées en pertes ou profits de change.

Les balances de trafic établies en devises sont réactualisées au cours en vigueur à la clôture de l'exercice lorsqu'elles ne sont pas réglées et les différences de change sont traitées comme suit:

- les pertes de change potentielles sont comptabilisées dans les charges de l'exercice,
- les profits de change latents ne sont pas comptabilisés en produits.

Les écarts de conversion sont constatés dans le bilan dans les comptes 478 ou 479 "écart de conversion".

Les créances sur les correspondants sont dépréciées au cas par cas en fonction de la solvabilité du correspondant.

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

SONATEL S.A

Opérations en Devise

Les comptes en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice et les montants ainsi obtenus sont rapprochés avec les valeurs comptabilisées sur la base des cours des devises à la date de réalisation des opérations. Les écarts constatés sont traités comme suit:

• Au Bilan

- Les gains de change potentiels ne sont pas comptabilisés en produits mais constatés dans les comptes 478 ou 479 (écart de conversion) au bilan.

• Au Compte de Résultat

- Les pertes de change latentes sur les opérations à plus d'un an sont comptabilisées au passif dans un compte "provisions pour pertes de change" et la contrepartie est inscrite à l'actif du bilan dans le compte 478 "différence de change".
- Les pertes de change latentes sur opération à moins d'un an sont comptabilisées dans le compte 679 par le crédit du compte 499.
- Les pertes sur les comptes de trésorerie sont passées dans le compte de résultat par la contrepartie du compte de Trésorerie.

Provisions pour pertes et charges

1. *Litiges*

Tous les risques éventuels sur les litiges avec des tiers sont provisionnés selon les informations fournies par les services juridiques de la Société. Les provisions sans objet sont rapportées au résultat.

2. *Indemnités de départ à la retraite*

Les indemnités dues au personnel lors du départ à la retraite ou dans un cadre contractuel font l'objet d'une provision pour pertes et charges.

*Rapport
des
Commissaires
aux
comptes*

GROUPE SONATEL

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL
44, avenue Faïdherbe, BP 2763 DAKAR

RACINE

MEMBRE D'ERNST & YOUNG
22, Rue Ramez Bourgi, BP 545 DAKAR

SOCIETE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS DU SENEGAL "SONATEL" RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES - EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2002, sur:

- le contrôle des états financiers consolidés des sociétés SONATEL (Société Nationale des Télécommunications du Sénégal) et SONATEL MOBILES et IKATEL.
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

I. Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés, c'est-à-dire le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE) ainsi que les notes annexes aux états financiers consolidés de Sonatel, Sonatel Mobiles et Ikatel pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2002. Ces états financiers consolidés ont été établis par la Direction de la Sonatel et arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement admises. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les états financiers consolidés annexés au présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière consolidée des sociétés Sonatel, Sonatel Mobiles et Ikatel au 31 décembre 2002, de leurs résultats et de la variation de la situation financière consolidée pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes consolidés de la Sonatel.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL

RACINE

MEMBRE D'ERNST & YOUNG

Sadia FATY Associé

MAKHA SY Associé

GROUPE SONATEL

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL
44, avenue Faïdherbe, BP 2763 DAKAR

RACINE

MEMBRE D'ERNST & YOUNG
22, Rue Ramez Bourgi, BP 545 DAKAR

SOCIETE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS DU SENEGAL "SONATEL" RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions nouvelles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons que nous avons été avisés d'une nouvelle convention conclue au cours de l'exercice.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de bases dont elles sont issues.

I. CONVENTION DE COOPERATION AVEC IKATEL

Administrateurs concernés:

Monsieur Pierre GODINIAUX, Monsieur Cheikh Tidiane MBAYE, Monsieur Michel SOUAL

Nature et objet: Il s'agit d'une convention de coopération technique signée en Août 2002 entre la Sonatel et Ikatel, dans les domaines suivants:

- transfert de savoir-faire de Sonatel au profit d'Ikatel,
- prestations d'assistance à titre permanent par la Sonatel dans les domaines de la gestion opérationnelle, de l'assistance technique, de l'ingénierie et de la formation,
- prestations d'assistance ponctuelle à la demande d'Ikatel, pour des études ponctuelles et spécifiques,
- fourniture par la Sonatel à la demande d'Ikatel d'outils de gestion technique et commerciale.

Modalités et effets: En contrepartie des prestations fournies, Ikatel versera à la Sonatel une redevance s'élevant à 3% du chiffre d'affaires pour le transfert de savoir.

Au titre des prestations d'assistance à titre permanent, Ikatel supportera intégralement les coûts du personnel expatrié mis à sa disposition par la Sonatel.

Les prestations d'assistance ponctuelle seront facturées par Sonatel à Ikatel en fonction de leur nature, de leur durée et de la qualification des experts sélectionnés.

Concernant les outils de gestion, la rémunération de la Sonatel s'effectuera par le versement de montants forfaitaires, établis en fonction de la nature des fournitures.

Au titre de l'exercice 2002, seules les prestations d'assistance à titre permanent ont été facturées par la Sonatel, pour un montant de 217 millions de Fcfa.

Par ailleurs, en application de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, visées à l'article 438 de cet acte et approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

GROUPE SONATEL

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

2. CONVENTION DE COOPERATION AVEC FRANCE CABLES RADIO (FCR)

Administrateur concerné: Monsieur Pierre GODINIAUX

Nature et objet: Au titre de la convention de coopération technique entre la Sonatel et la société France Câbles Radio (FCR) Cette dernière apporte à la Sonatel son savoir-faire et fournit les prestations suivantes:

- assistance technique à titre permanent par la mise à disposition de trois (3) cadres expatriés,
- assistance technique ponctuelle par la réalisation de missions spécifiques,
- mise à disposition d'outils de gestion technique et commerciale.

Modalités et effets: En contrepartie des prestations reçues, la Sonatel verse à la société France Câbles Radio (FCR) une redevance annuelle forfaitaire calculée sur la base de 20% de la croissance du résultat des activités ordinaires plafonnée à 1,5% du chiffre d'affaires annuel. Comme l'exercice précédent, la base de calcul de la redevance comprend les activités de téléphone fixe (Sonatel S.A) et téléphone mobile (Sonatel Mobiles).

Les prestations d'assistance ponctuelle et la fourniture d'outils de gestion sont facturées à la Sonatel par FCR. Les frais relatifs au personnel expatrié sont pris en charge dans leur intégralité par la Sonatel. Les redevances dues au titre de l'exercice 2002 s'élèvent à 1 237 Millions de Fcfa et se répartissent comme suit:

• redevance annuelle forfaitaire	679
• assistance technique ponctuelle	368
• charges relatives aux expatriés	190
	1 237

3. CONVENTION DE CONCESSION

Administrateur concerné: Etat du Sénégal représenté par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

Nature et objet: Par cette convention, l'Etat du Sénégal accorde à la Sonatel la concession des droits de l'Etat relatifs à l'établissement et à l'exploitation des réseaux et à la fourniture des services des télécommunications sur toute l'étendue du territoire sénégalais pour une durée de vingt (20) ans renouvelable tous les cinq (5) ans.

Modalités et effets: Cette convention n'a pas produit d'effets sur l'exercice 2002.

GROUPE SONATEL

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

4. CONVENTION DE COOPERATION AVEC SONATEL MOBILE

Administrateurs concernés:

Monsieur Cheikh Tidiane MBAYE, Monsieur Michel SOUAL, Monsieur Pierre GODINIAUX,
Monsieur Silvano MONTI, Monsieur Mahenta Birama FALL.

Nature et objet: Il s'agit d'une convention de coopération technique entre la Sonatel et la Sonatel Mobiles qui prévoit notamment:

- une assistance technique à titre permanent par la mise à disposition de personnel,
- une assistance technique ponctuelle pour la réalisation de missions spécifiques,
- la mise à disposition d'outils de gestion technique et commerciale

Modalités et effets: En contrepartie des prestations reçues la Sonatel Mobiles verse à la Sonatel une redevance annuelle forfaitaire calculée sur la base de 5% du chiffre d'affaires annuel.

Au titre de l'exercice 2002, une redevance d'un montant total de 2 390 millions de F cfa H.T. a été facturée à la Sonatel Mobiles.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL

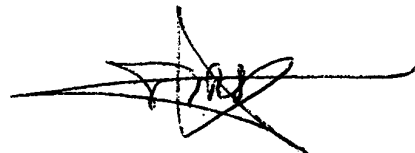
Sadia FATY Associé



RACINE

MEMBRE D'ERNST & YOUNG

MAKHA SY Associé



GROUPE SONATEL**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES****GARECGO**MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL
44, avenue Faïdherbe, BP 2763 DAKAR**RACINE**MEMBRE D'ERNST & YOUNG
22, Rue Ramez Bourgi, BP 545 DAKAR**SOCIETE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS DU SENEGAL "SONATEL"**
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
ETATS FINANCIERS - EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2002, sur:

- le contrôle des états financiers de la société Sonatel (Société Nationale des Télécommunications du Sénégal),
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

I. Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers, c'est-à-dire le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE) ainsi que les notes annexes aux états financiers de la Sonatel pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2002. Ces états financiers ont été établis par la Direction de la Sonatel et arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement admises. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les états financiers annexés aux pages 4 à 49 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la Sonatel au 31 décembre 2002, de ses résultats et de la variation de la situation financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la société.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO

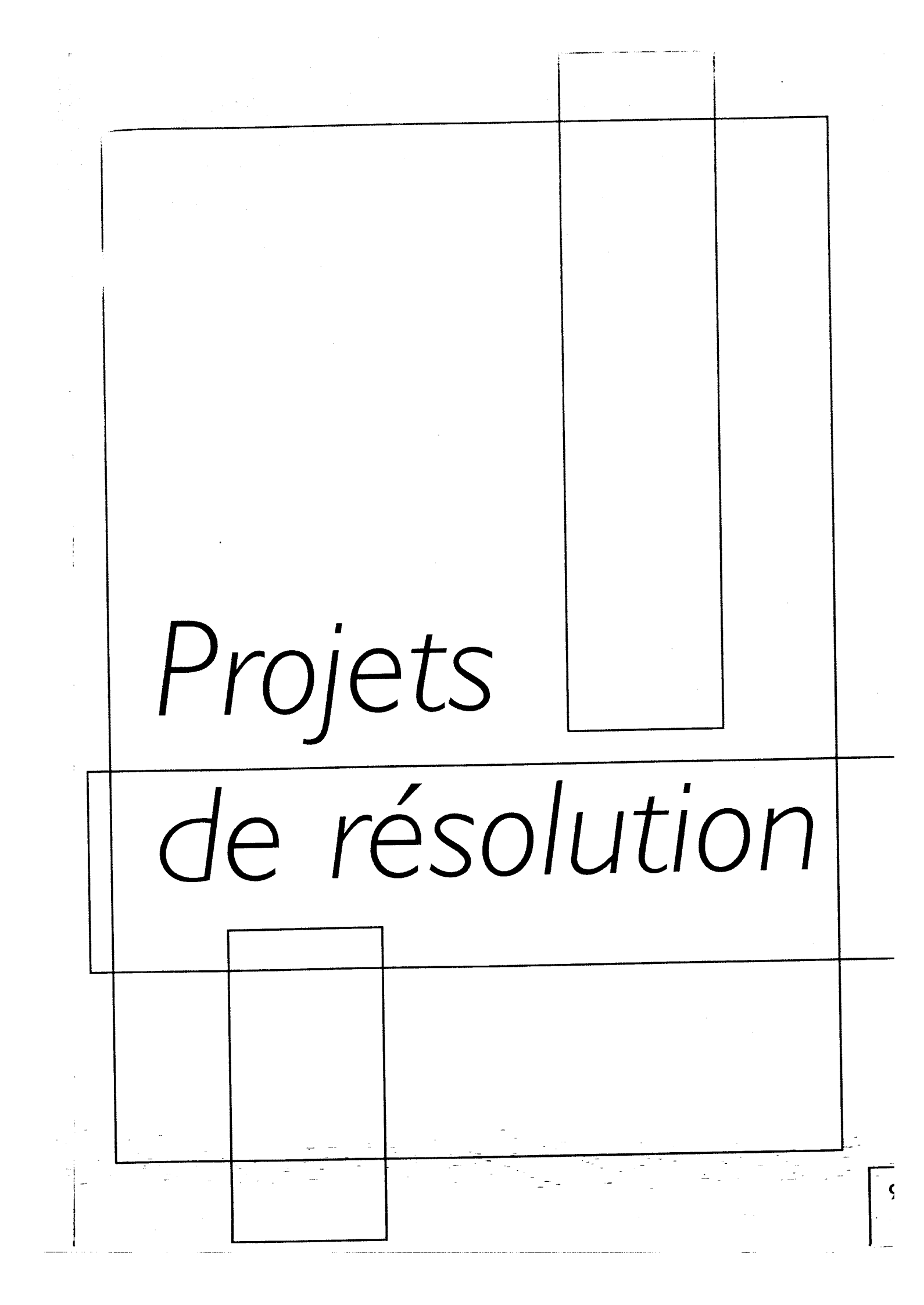
MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL

RACINE

MEMBRE D'ERNST & YOUNG

Sadia FATY Associé

MAKHA SY Associé



Projets

de résolution

PROJETS DE RESOLUTION

PROJET DE RÉSOLUTION N° 1

EXAMEN ET APPROBATION DES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002 ET QUITUS AUX ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture:

- du rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2002 et sur les comptes dudit exercice;
- du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice.

Approuve les comptes et les états financiers de SONATEL SA (Compte de résultat, Bilan, Tableau financier des Ressources et Emplois et annexes) de l'exercice 2002 tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, prenant acte du rapport spécial des Commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 Décembre 2002

PROJET DE RÉSOLUTION N° 2

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2002

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration et après en avoir délibéré, décide d'affecter, le bénéfice net de l'exercice clos le 31 Décembre 2002, s'élevant à de TRENTE-HUIT MILLIARDS CENT DIX-HUIT MILLIONS SIX CENT SOIXANTE-TREIZE MILLE NEUF CENT CINQUANTE-TROIS (38.118.673.953) Francs cfa ainsi qu'il suit :

Réserve légale	0
Autres réserves	8 468 673 953
Premier dividende	3 000 000 000
Dividende complémentaire	26 650 000 000
TOTAL =	38 118 673 953
(égal au bénéfice à affecter)	

L'Assemblée Générale fixe en conséquence à TROIS CENTS (300) francs CFA le premier dividende brut et à DEUX MILLE SIX CENT SOIXANTE CINQ (2.665) francs CFA le dividende complémentaire brut revenant à chaque action.

Le total desdits dividendes bruts s'élève donc à DEUX MILLE NEUF CENT SOIXANTE CINQ (2.965) francs CFA par action.

Après déduction de la retenue à la source de 10 % au titre de l'IRVM, le dividende net de DEUX MILLE SIX CENT SOIXANTE HUIT ET CINQUANTE CENTIEME (2.668,5) francs CFA sera mis en paiement à compter du 9 Juillet 2003 à Dakar.

PROJETS DE RESOLUTION

PROJET DE RÉSOLUTION N° 3

AFFECTATION PARTIELLE EN RESERVE SPECIALE DE LA PROM AU 31/12/2001

L'Assemblée Générale après avoir constaté un montant des investissements concernés de DIX-NEUF MILLIARDS NEUF CENT SOIXANTE-DOUZE MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE TROIS CENT VINGT-QUATRE (19.972.374.324) Francs CFA durant l'exercice 2002, décide d'affecter la provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel au 31 décembre 2001, à concurrence de la quote-part d'outillage et matériel renouvelé en 2002, soit la somme de CINQ MILLIARDS NEUF CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE (5.949.990.293) francs CFA en réserve spéciale pour renouvellement d'immobilisations.

PROJET DE RÉSOLUTION N° 4

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale constate que les mandats de messieurs Pierre GODINIAUX, Silvano MONTI, Roland DUBOIS, Bernard GRYNKO et Mame Ndaraw CISSE, administrateurs arrivent à expiration à l'issue de la présente assemblée.

Elle décide de renouveler leurs mandats pour une durée de trois (3) ans qui expirera à l'issue de l'assemblée générale qui statuera en 2006 sur les comptes de l'exercice 2005.

Messieurs Pierre GODINIAUX, Silvano MONTI, Roland DUBOIS, Bernard GRYNKO et Mame Ndaraw CISSE déclarent accepter le renouvellement de leurs mandats et précisent qu'ils ne sont frappés d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptibles de leur empêcher d'exercer les fonctions d'administrateur.

PROJET DE RÉSOLUTION N° 5

RATIFICATION DU TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

Conformément à l'article 4 des statuts, l'assemblée générale ordinaire ratifie la décision prise par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 15 avril 2003 de:

- transférer le siège social au 46, Boulevard de la République
- modifier en conséquence la première phrase de l'article 4 des statuts ainsi qu'il suit:
"Le siège social est fixé au 46, Boulevard de la République, l'adresse postale étant BP 69 à Dakar ..." Le reste est sans changement.

PROJET DE RÉSOLUTION N° 6

POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DE FORMALITES

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'originaux, copies ou extraits des présents projets de résolutions à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi.

www.sonatel.com



DIRECTION
GENERALE

DEPARTEMENT
COMMUNICATION

46, BD DE LA REPUBLIQUE
DAKAR ~ SENEGAL
TEL. (221) 839 12 00
FAX: (221) 822 95 25
TELEX: 1296 DAKAR

CONCEPTION
REALISATION

Kaani *L'image*

D A K A R
(221) 824 98 98
kaani@arc.sn
P H O T O S
SERGE VILLAIN

NOUS REMERCIONS: L'HOTEL SAVANA ET LE LAGON